

Rouge

Interview d'un militant
nationaliste corse

p.10

M 1578 N° 1049 6F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale)

du 4 au 10 fév. 1983

LES OS immigrés de Renault en grève exigeaient 300 F d'augmentation. En dépit des efforts de Krasucki et de Maire pour les faire reprendre le travail au plus tôt, ils ont fait céder la direction de la Régie. Ils obtiennent une augmentation de 120 F pour 80 % des salariés de l'entreprise et arrachent pour eux-mêmes des primes mensuelles qui vont de 70 à 155 F. C'est une brèche dans la politique salariale du gouvernement !

C'est le moment que choisit Mauroy pour dénoncer l'agitation de prétendus groupes politiques et religieux islamiques parmi les travailleurs immigrés de l'automobile, et la main de l'étranger derrière les grèves. C'est l'image de Khomeiny qu'on veut épingler sur chaque travailleur arabe !

Pourquoi cette attaque contre des ouvriers ? Parce que leur lutte, comme celles qui se poursuivent dans l'automobile, se heurte au blocage général des salaires décrété par le gouvernement. Les OS de Renault montrent la voie.

Si les travailleurs d'autres secteurs, Français ou immigrés, suivent l'exemple des OS de Renault, c'est toute la politique gouvernementale de blocage des salaires qui sera bousculée. Voilà pourquoi Mauroy s'en prend à ces travailleurs immigrés, pour leur faire peur.



EN tentant d'opposer travailleurs français et immigrés, Mauroy engage l'autorité du gouvernement en faveur des réflexes racistes. Sa déclaration est un attentat contre la solidarité ouvrière, comme l'était le bulldozer envoyé par le PCF contre le foyer immigré de Vitry en hiver 1980 !

Mauroy accuse les grévistes de Renault d'ignorer les réalités sociales françaises : non pas le travail à la chaîne, mais la politique gouvernementale de consensus social pour gérer la crise. Dès lors, tout gréviste devient un mauvais citoyen en puissance : les travailleurs français qui feront grève demain pour leurs salaires seront pareillement traités d'irresponsables et, pourquoi pas, accusés d'être manipulés par une main étrangère !

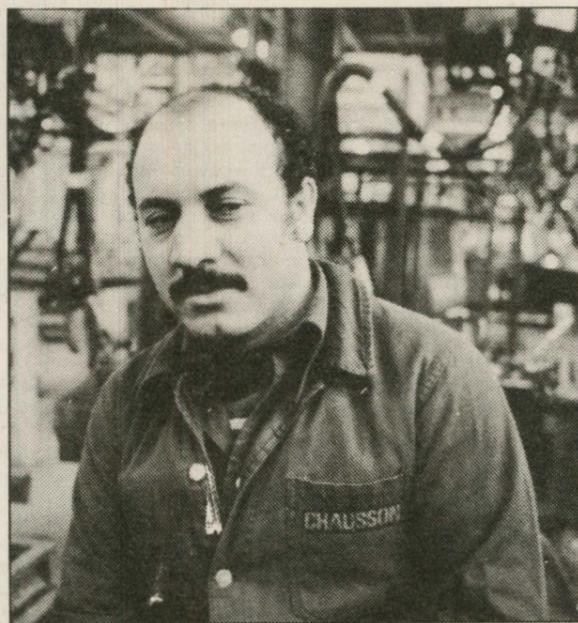


UN nouveau plan d'austérité est en préparation. Delors en est chargé. Maire l'annonce avec fracas, pas pour le dénoncer, mais pour s'en féliciter (un drôle de syndicaliste que celui-là !).

PS et PC appellent l'électorat de gauche à se mobiliser contre la droite aux municipales. Mais comment les travailleurs se mobiliseraient-ils pour soutenir un gouvernement qui, après avoir oublié ses promesses, s'en prend à leur pouvoir d'achat ? Comment se mobiliseraient-ils quand Maire annonce un nouveau tour de vis et une baisse de la consommation ? Cette politique ne peut servir que la droite. Les travailleurs, eux, ne peuvent se mobiliser qu'en défense d'une autre politique, résolument engagée dans la défense de leurs intérêts.

Les élections municipales sont une occasion de censurer la politique passée du gouvernement et de s'opposer dès maintenant à la politique qu'il prépare. Dans les communes où seront présentes les listes LA VOIX DES TRAVAILLEURS CONTRE L'AUSTERITE, vous aurez un moyen de dire non à cette politique du gouvernement, tout en exprimant votre volonté de faire barrage à la droite. Ces listes sont soutenues par la Ligue communiste révolutionnaire et par Lutte ouvrière. Plus nombreux seront les travailleurs à voter pour ces listes et mieux se rassembleront les conditions pour battre la droite et pour bousculer le plan d'austérité, à l'exemple de ceux de Renault...

Nous n'accepterons pas un deuxième plan d'austérité !



Interview de Richter,
animateur de la CFDT-Flins

**RENAULT:
la lutte paie !**

**Mauroy emploie
l'arme du racisme**

MUNICIPALES

**La campagne
de la LCR et de LO**



Premières victoires dans l'automobile

Mauroy s'en prend aux grévistes ...

LES grèves de l'automobile ont touché et touchent encore les principales entreprises de la région parisienne. Renault Flins et Billancourt, Chausson Gennevilliers, Citroën Levallois, Nanterre et Saint-Ouen, Unic Fiat, Talbot-Poissy.

Une série de conflits où les OS immigrés ont ouvert le chemin victorieux de la lutte. Et qui sont loin d'avoir épuisé la combativité accumulée dans ces entreprises. Inutile pour les patrons d'espérer un feu de paille. Grâce au combat des peintres de Flins, ceux de Sandouville ont repris confiance dans leur lutte et veulent aligner leurs salaires sur ceux de Flins. S'il n'y a pas eu généralisation, ces grèves font école. Les immigrés, OS, comme les ouvriers français viennent de franchir le pas important de luttes dont le développement met en cause la politique gouvernementale.

La régie Renault servait à Mauroy de test national. La direction patronale, mise en place par la nouvelle majorité, voulait imposer 7 % d'augmentation pour l'année, et 1,5 % lié à la productivité, notamment aux résultats internationaux de la Régie. Cette politique a été mise en échec. Cette clause antigrève (1,5 %) a été liquidée par la lutte, et transformée en clause de sauvegarde en fin d'année, en plus des 8 %. La politique visant à liquider l'indexation des sa-

laires sur les prix, au profit de l'alignement sur la compétitivité, a été battue à Renault. C'est pour ces deux raisons — combativité exemplaire et remise en cause de la police des salaires — que ces grèves ont une dimension politique.

Ces grèves mettent en difficulté un gouvernement déjà dans une passe difficile avant les élections municipales. Son bilan passablement négatif, son image ternie au fil de ses mesures d'austérité, l'empêchait de monter à chaud en première ligne. Il a œuvré dans l'ombre, laissant la vedette aux directions patronales. D'où la marge de manœuvre des OS en grève, qui ont trouvé dans la revendication des 300 F un axe central, unifiant de fait leurs luttes.

Une campagne de la droite...

La droite (*Figaro* et *Quotidien de Paris*) ne s'est pas trompée quand elle parlait dans ses journaux du 2 février de brèche dans la politique salariale du gouvernement. Inquiète, elle voit dans ces luttes une dynamique sociale qu'elle redoute. Les pluri-fascistes du *Quotidien*, les réactionnaires patentés des *Echos* ont donc centré leurs coups sur les immigrés, renforçant ainsi la connotation raciste de leurs billets.

Favilla, qui signe les éditoriaux du quotidien patronal *les Echos*, appelait, le 1^{er} février, à l'expulsion des immigrés récalcitrants. Ceux qui ne respecteraient pas le « contrat social » (les sacrifices du temps de crise) doivent être bannis, selon lui.

C'est bien le sens des déclarations de Mauroy et DEFERRE. Conscients d'avoir subi un échec sur leur politique salariale, ils désignent les immigrés autant comme étrangers suspects de complot intérieur que comme briseurs du consensus social. Ces immigrés, selon les fiches de police du maire de Marseille, sont pour Mauroy manipulés par des groupes politiques et religieux « qui se déterminent en fonction de critères ayant peu à voir avec les réalités sociales ». Comme Favilla des *Echos*, Mauroy présente les OS victorieux comme les assassins du consensus. Par là, il veut créer un climat d'insécurité contre eux, et préventivement dire aux Français tentés par la grève qu'ils s'exposent aux mêmes accusations. Obligé de lâcher du lest à Renault, le gouvernement met en place une machine à refouler les immigrés grévistes, à côté de laquelle le bulldozer du PC de Vitry était une bagatelle.

Force est de constater que ces réactions antigrève et anti-immigrés ont suscité peu de riposte des directions confédérales syndicales. La

modération était au poste de commande, dictée par la grand-peur d'une épreuve de force réelle avec le patronat, qu'elles connaissent depuis le début des luttes des OS de l'automobile. Ces réactions, CGT comme CFDT ont impliqué de leur part le refus de pousser l'avantage, de favoriser la généralisation, alors que le potentiel de lutte était et demeure intact parmi les Français comme parmi les ouvriers étrangers.

Elles encouragent un danger de coupure Français-immigrés, que combattent des syndicalistes qui ont animé et appuyé sans réserves ces luttes. Pour ça, avec les ouvriers en grève, ils ont créé les instruments de contrôle de leur grève, comme le comité d'organisation de Chausson Gennevilliers et la commission des travailleurs à la sellerie de Billancourt. Par delà ce fossé qui est creusé par Mauroy et la droite, la difficulté de la généralisation, condition

de l'efficacité maximale de ces grèves, n'est pas surmontée.

Existe encore, à travers ces grèves, l'hésitation de beaucoup de secteurs d'entrer en lutte, de remettre en cause, par leur action, la politique gouvernementale.

Pourtant depuis le 10 mai, les conflits se sont accumulés chez les immigrés de l'automobile, leur conférant le rôle de phare, de pôle de lutte, de moteur pour l'action. Ces grèves posent la question centrale, celle de la mobilisation pour le changement. Elles ont démontré que, contre la police des salaires, la lutte paie. L'issue heureuse de ces luttes servira de point d'appui, de référence pour la nécessaire mobilisation générale contre le patronat, et pour s'opposer au gouvernement qui pratique une politique d'austérité contraire aux intérêts immédiats de la classe ouvrière.

Jean Lantier
François Ollivier

.... et insulte les immigrés

Mauroy lance l'attaque, le 27 janvier dans *Nord Eclair* : « Les principales difficultés qui demeurent sont posées par des travailleurs immigrés dont je ne méconnais pas les problèmes mais qui, il faut bien le constater, sont agités par des groupes religieux et politiques qui se déterminent en fonction de critères ayant peu de choses à voir avec les réalités sociales françaises. »

La veille, Defferre, ministre de l'Intérieur, parlait d'« un phénomène

particulier » dans l'automobile. « Ils s'agit d'intégristes, de chiites. »

François Autain, secrétaire d'Etat aux Travailleurs immigrés, lui répondait : « Le fait religieux n'est pas le plus marquant. »

François Mitterrand, président de la République, se ralliait à la thèse policière : « Il faut prendre garde à ce que l'ensemble des problèmes internationaux soient dégageés de ce qui est la norme dans les relations du travail en France. » Pour mieux

se faire comprendre, il ajoutait : « Si le premier ministre prend sur lui d'affirmer cela, il le fait en connaissance de cause. » Fermez le ban, Mauroy est couvert.

Quelles sont ces fiches de police, invoquées par Defferre et Mauroy, où est le complot ? On attendra longtemps avant d'en avoir la moindre trace. A part le secrétaire d'Etat aux immigrés, qui d'ailleurs n'est pas revenu à la charge, le chœur anti-immigrés en grève du gouvernement est parfait. Reste que la droite a en gros les mêmes arguments.

FASTI la voix, isolée, de la vérité

La Fasti (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés) déclarait suite aux propos de Mauroy : « Indignée des déclarations xénophobes susceptibles de monter les Français contre les immigrés », elle estime que « les immigrés, puisqu'ils résident en France depuis de nombreuses années ont des problèmes sociaux de même nature que les Français, mais ils n'ont toujours pas les mêmes droits ». La FASTI « met en garde le gouvernement contre la poursuite d'une telle attitude qui risque d'être source d'incompréhension et de rupture violente entre les communautés incriminées et les pouvoirs publics ».

On aurait aimé un communiqué aussi clair de la part des centrales syndicales ouvrières et des partis qui se réclament des travailleurs, le PC et le PS...

Un délégué CFDT licencié à La Ciotat



Le 21 janvier les délégués CGT-CFDT-CFTC organisent un repas devant la cantine du chantier dont l'accès a été interdit au délégué du CHS que vient de licencier la direction.

La direction des Chantiers navals de La Ciotat vient de licencier un délégué CFDT à la suite d'une grève partielle des conducteurs de ponts roulants qui a bloqué la production des ateliers de la coque pendant dix jours.

Sans évoquer le moindre motif qui puisse justifier, un tant soit peu, une telle mesure et sans même respecter la procédure légale, le patronat met à la rue Roland Veillet, syndicaliste et militant de la LCR.

Ce licenciement intervient à quelques jours de la fusion des Chantiers navals de La Ciotat avec ceux de Dunkerque et de La Seyne et de la mise en place d'une nouvelle équipe à la direction du groupe Nord-Méditerranée.

La section CFDT a immédiatement réagi par un tract de protestation et par une pétition massivement signée. Elle a aussi engagé une procédure juridique et envoyé une lettre à tous les élus de la majorité du département pour leur demander d'intervenir contre cet arbitraire, puisque l'Etat a pris une part de 15 % des CNM.

L'intersyndicale a émis une vigoureuse protestation et a demandé la

convocation d'un comité d'entreprise extraordinaire. Les syndicats CGT, CFDT et CFTC ont appelé unitairement à un premier débrayage de 10 h à 11 h le jeudi 27 janvier, qu'ont suivi cinq cents travailleurs environ.

Ce matin-là, le directeur général a adressé à l'ensemble du personnel une lettre calomnieuse diffusée à grand tirage. De telles méthodes sont inhabituelles à La Ciotat et correspondent visiblement à l'intention patronale de faire entrer dans les chantiers navals ce qui se fait à Citroën ou à la SNIAS.

On comprend très bien que ces gens-là ont besoin de mettre en place une politique sociale draconienne et une remise en cause des acquis ouvriers pour rendre le nouveau groupe compétitif. Pour y parvenir, ils ont besoin de neutraliser le mouvement syndical et bâillonner la combativité des travailleurs. Le licenciement d'un délégué connu est une volonté d'intimidation.

Le lundi 31, l'intersyndicale doit prendre des initiatives à la hauteur de l'enjeu.

Le 29 janvier 1983
Correspondant

LE RACISME DE LA DROITE

Favilla emploie un racisme entouré de l'argument économique, dans les *Echos* du 1^{er} février : « Il y a quelques semaines, nous définissions ici le choix que le nombre des immigrés pose à la nation française : ou bien on se met à travailler, avec résolution et constance, à les intégrer, à les franciser ; ou bien il faut arrêter de laisser se développer leur présence. Le Premier ministre, couvert par le président de la République, vient de donner un relief saisissant à cette question. »

On ne lui fait pas dire. Le dossier d'expulsion des immigrés, présenté voilà quelques jours dans les colonnes des *Echos*, se trouve crédible par les déclarations du chef de l'Etat et du chef du gouvernement. Puis le même Favilla, retrouvant les accents colonialistes, termine son édito.

« La France a été hospitalière. Elle ne sent pas coupable à l'égard de ses hôtes. Entre elle et eux, les circonstances avaient suscité un contrat économique.

Mais elle a fait mieux que payer leur travail. Elle a éduqué leurs enfants, soigné leurs malades, secouru leurs chômeurs ; elle leur a fait respirer l'air de la liberté et appris les méthodes de la civilisation technicienne. Les circonstances ayant changé, elle est en droit de ne conserver leur contrat économique qu'à ceux qui voudront entrer avec elle dans un contrat social. »

Favilla est raciste, xénophobe, et regrette le temps de l'Algérie française. Mais il note justement au passage qu'il a encouragé d'en haut...

Le *Figaro* quotidien ne dépare pas le *Figaro Magazine*, outil de l'extrême droite. Xavier Marchetti signe un éditorial qui dit notamment : « L'automobile n'offre qu'un raccourci du problème plus vaste qu'est la forte pénétration d'un marché du travail déprimé et en mutation par des immigrés en surnombre et d'autant plus agités qu'on leur a fait miroiter les miracles du "changement"... » Sans commentaires.

NOUVELLES PROPOSITIONS D'ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE	DOM-TOM	ETRANGER	Nom :
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	400 F	400 F	450 F	Prénom :
2 - INFORMATION DES COLLECTIVITES 48 Rouge + 11 Critique Communiste	350 F			Adresse :
3 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO « ROUGE » 6 mois = 24 numéros	150 F			Formule choisie :
4 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	140 F	140 F	160 F	Règlement à l'ordre de PEC 2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)
● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31
● Directeur de la publication : Robert March
● Commission paritaire : 63922
● Rédaction-administration : 2, rue Richard Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

La droite se félicite après les déclarations d'Edmond Maire

EDMOND Maire « a confirmé ce que tout le monde savait », résume le *Quotidien de Paris* du 2 février. Et Bernard Pons (RPR) a salué « ces déclarations, d'ailleurs courageuses ». Autrement dit, une bonne affaire pour la droite : les déclarations de Chirac, par leur dureté, avait poussé des futurs abstentionnistes à serrer les rangs autour du gouvernement, voilà que le secrétaire de la CFDT les ramène à la case départ.

Jospin, du coup, hurle au « coup de poignard dans le dos », en argumentant de la même façon qu'Anicet Le Pors : « Il n'appartient pas à un responsable syndical de dire ce que sera ou ce que devra être la prochaine phase de l'action gouvernementale. » Mais tout cela est peu convaincant : ce n'était pas un vrai secret (cf. *Rouge* du 21 janvier). Le fait est que le gouvernement prépare, depuis plusieurs semaines, une nouvelle vague de mesures d'austérité.

C'est donc, en pratique, la réaction de Jean Poperen qui est la plus révélatrice : il appelle Edmond Maire à mettre de l'ordre dans sa propre confédération. « Edmond Maire, explique le numéro deux du PS, a sans doute observé qu'à Flins des militants CFDT ont fait le forcing pour imposer des augmentations salariales allant au-delà de la ligne que s'est fixée le gouvernement, et cela risque de compromettre la politique de maîtrise de l'inflation que le Premier ministre et le ministre de l'Economie mènent depuis plusieurs mois avec un incontestable succès. La déclaration d'Edmond Maire est donc probablement un avertissement, voire un rappel à l'ordre de ces militants CFDT. Si ce n'était pas cela, alors il faudrait constater qu'il y a une fois encore double langage. »

On voit nettement les calculs : en sachant ces informations, la direction du PS faisait de l'élec-



toralisme ; en « cassant la baraque », Maire joue un rôle politique, en complément de celui de Rocard et de Delors, pour imposer un nouvel infléchissement en faveur d'une meilleure « bonne entente » avec les patrons. Ce fai-

sant, Maire contredit les aspirations des travailleurs et des militants de la CFDT. D'où la crainte de ses amis du PS : ne risque-t-il pas, en prêchant l'austérité trop ouvertement, de provoquer des réactions militantes

de masse pour lesquelles les syndicalistes de Flins joueraient le rôle d'exemple ? Nous sommes loin d'être neutres dans un tel choix : entre la récupération par la droite ou la mobilisation et le débat pour imposer un véritable changement de politique.

6 arguments mensongers

1 PRIORITE AUX BAS SALAIRES ? — Pas possible sans lutte.

CETTE « priorité » est un mensonge. Affirmée depuis un an, on en voit les résultats : un recul du pouvoir d'achat général de 1,3 %. Qui s'est traduit par un maintien de la consommation à cause de la diminution de l'épargne. Etant bien entendu que ce sont les prestations sociales qui ont seules empêché une perte du revenu disponible pour les plus basses catégories.

Pour l'année 1983, les prévisions de l'INSEE sont nettes : entre moins 1 et moins 1,5 % sans doute.

Ce chiffre, rappelons-le, ne tient pas compte des projets d'augmentation de la TVA, ni des conséquences d'une dévaluation du Franc par rapport au Mark allemand. Sans indexation des salaires et sans contrôle sur les prix, une telle mesure, à cause du prix des produits importés, se solderait par une atteinte au pouvoir d'achat de l'ordre de 4 à 5 %.

Cela n'a rien d'un projet en l'air : La *Lettre de l'Expansion* du 31 janvier révèle que « Mitterrand a demandé que les experts mettent leur plan d'austérité au réfrigérateur et interdît toute prise de position publique à ce sujet avant les municipales ».

Maire, lui, a rendu public ce qui se trame ; au même moment, pour ne pas avoir l'instrument de mesure sur le pouvoir d'achat, la confédération vient de supprimer son propre indice du coût de la vie... Tout un programme !

2 PRIORITE AU CHOMAGE ? — Impossible sans briser la résistance patronale.

EN proposant que les travailleurs se serrent la ceinture pour « favoriser les embauches », Maire dit un mensonge : les licenciements continuent et les patrons n'embauchent pas. Dans le textile, par exemple, les aides leur ont servi à... licencier 10 000 travailleuses et travailleurs au lieu de 40 000 l'année précédente !

Au total, on compte officiellement 160 000 chômeurs de plus qu'il y a un an. En réalité, il faut en compter près de 500 000 si on compte aussi les chômeurs déguisés en préretraités, les jeunes en stage « de formation » en plus de tous les chômeurs inscrits, comme l'a démontré le *Canard enchaîné*.

On nous parle de 5 % d'augmentation du chômage en 1982, alors que le nombre de personnes à la charge des caisses chômage (UNEDIC) croît, lui, de plus de 15 %... !

Aucune perte de salaire ne peut créer des emplois, surtout par des négociations entreprise par entreprise, où s'exerce à plein le chantage à la concurrence.

Pour imposer les 35 heures sans perte de salaire, pour imposer les embauches indispensables, c'est une mobilisation d'ensemble qu'il faut préparer. Et pas en « traquant l'objectif des 35 heures pour 1985 » : il n'est pas supportable de rester jusqu'à cette date avec un niveau de deux millions et demi de chômeurs !

3 TENIR COMPTE DES « CONTRAINTES EXTERIEURES » ? — Pour combattre la crise et pas pour s'y adapter.

AU nom des « contraintes extérieures », Maire, comme Jobert, Chevènement ou le PC, veulent avant tout « défendre notre industrie nationale ».

Conséquence immédiate : le refus de toute épreuve de force contre les patrons, la revendication en fonction de la « viabilité » (capitaliste) des entreprises.

Tout en sacrifiant ainsi les intérêts des travailleurs, ils donnent aux multinationales la corde pour ficeler la classe ouvrière française : au travers du chantage du FMI, nous avons eu, en juin 1981, une dévaluation et un premier plan d'austérité...

S'ils étaient prêts à ne plus se soumettre à ces « règles », le PS et le PC pourraient parfaitement rendre publics les accords commerciaux, les renégocier publiquement, en fonction de « nouveaux rapports internationaux » (dont parlaient ces gens quand ils étaient encore dans l'opposition), en fonction aussi de nouveaux objectifs de production.

Pourquoi ne pas débattre sur l'avenir de l'automobile comme y invite Daniel Richter de la CFDT de Flins (p.5) ?

Pourquoi ne pas redéfinir tous les objectifs de production de la sidérurgie en fonction des besoins sociaux (logements, crèches, équipements...) et de nouvelles relations internationales ?

Personne ne peut croire que la soumission au capitalisme en crise protégera de la crise, ou permettra d'en sortir. Ni en Europe, ni en Afrique (p. 13), ni aux USA (p. 12), ni ailleurs.

4 UNE REFORME FISCALE EN PROFONDEUR ? — Elle peut être immédiate et rapporter gros.

MAIRE, puis Jean Kaspar, « son second », insistent sur la nécessité d'une « réforme en profondeur de la fiscalité ». Fort bien !

Toutes les organisations syndicales des impôts n'ont elles pas, ensemble, démontré l'urgence de cette réforme ? A condition de changer les normes de travail et d'embaucher 20 000 agents, il y aurait moyen de lutter contre la fraude fiscale : on a pu compter qu'un agent de plus rapportait soixante fois son salaire annuel ! Les privilégiés parviennent en effet à « mettre de côté » 90 milliards par an, soit l'équivalent du déficit du budget de l'Etat, à peu près dix fois plus que ce que ramasse Bérégovoy en augmentant de 1 % les cotisations salariales à la Sécurité sociale.

Au-delà de ces mesures immédiates, une véritable réforme de la fiscalité est nécessaire, instaurant un

véritable impôt sur les fortunes et les privilégiés : l'écart entre les plus riches et les plus pauvres a doublé en France durant les vingt-cinq ans de gouvernements de droite (passant de 1 à 15, à 1 à 30 !)

Qu'attendent donc les dirigeants confédéraux de la CFDT pour exiger ces mesures, avec toute la force possible, depuis le 10 mai ? En réalité, quand Maire emploie cet argument, c'est pour faire oublier, par des phrases démagogiques, son refus de mobiliser contre l'austérité et les privilégiés.

5 EVITER L'INFLATION ? — Par l'indexation des salaires et un réel contrôle sur les prix.

INDEXER les salaires sur le coût de la vie, cela ne crée en rien une hausse de tous les prix, ni l'inflation : à condition que les prix n'augmentent pas, une échelle mobile ne fait pas augmenter les salaires, elle ne fait que conserver le pouvoir d'achat acquis.

La seule question est donc, dans ce cas, d'imposer un véritable contrôle sur la formation des prix, à la production comme à la consommation. Cela suppose la levée du secret commercial capitaliste ? N'est-ce pas plus logique d'orienter la mobilisation sur un tel objectif, plutôt que d'appeler les travailleurs à se serrer

et une question élémentaire

Krasucki et Bergeron savaient, comme Maire. Ils préféreraient se taire. Lui préfère militer en faveur de l'austérité.

Quel est le rôle des organisations syndicales ?

Doivent-elles être un instrument pour mobiliser contre les exigences patronales ?

Ou bien doivent-elles cautionner une politique gouvernementale mettant en prati-

la ceinture pour « aider » les patrons comme le fait le gouvernement, avec l'appui des directions syndicales.

De ces perspectives élémentaires immédiates, la direction confédérale de la CFDT ne dit rien : elle veut « dépasser les conflits du type XIX^e siècle » entre le patronat et la classe ouvrière...

6 UN VRAI DEBAT PUBLIC ? — Oui, mais pour mobiliser et pas pour démoraliser.

UN « débat public », souhaite Edmond Maire. Bien sûr ! Mais encore faut-il l'engager démocratiquement.

Or, la plupart des militants ou dirigeants de la CFDT, une fois de plus, ont été très surpris des déclarations faites à la sortie de l'Elysée. Aucun débat n'avait eu lieu, au sein de l'organisation, pour définir une position sur un éventuel deuxième plan d'austérité... !

Ce qui est vrai pour la vie interne de l'organisation syndicale l'est, de même, pour l'ensemble de la vie politique : Edmond Maire, sous couvert d'exiger un débat public, fait tout autre chose. En pratique, il se lance dans une campagne contre l'actuelle direction du PS, pour parvenir à en infléchir la politique dans le sens d'une collaboration encore plus poussée avec les patrons.

Exiger un débat, oui ! Faire semblant de l'ouvrir pour faire passer, à grands coups de télévision, des conclusions du courant politique de Maire-Delors-Rocard, non ! Pour la plupart, les militants CFDT et les travailleurs penseront comme nous.

Pierre Rème

Les luttes
continuent

MERCREDI 2 février, rebondissement à Flins. La production est de nouveau bloquée. La sellerie et la tôlerie des R5 sont en grève pour le paiement des jours de grève à 100 %. Situation bloquée à Billancourt où les travailleurs de la sellerie poursuivent leur grève.

Grève à Chausson où les travailleurs continuent leur lutte pour avoir les 300 F d'augmentation et l'affichage des cadences.

Reprise à Citroën Nanterre et Levallois, mais Citroën Saint-Ouen est toujours en grève pour les 300 F.

L'automobile reste en « état de grève ». Ces mouvements désignés par le Premier ministre comme des grèves de « musulmans intégristes », ont ouvert une brèche dans la politique salariale du gouvernement.

Contre la politique d'austérité du gouvernement, les OS de Renault montrent la voie. C'est celle de la lutte qui paie.

D'ailleurs, les réactions à Flins, des OS de la sellerie et de la tôlerie R5, comme celle des OS « français » de Sandouville, qui au centre livre et peinture exigeaient, dès le mardi 1^{er} février, les mêmes revendications qu'à Renault Flins, sont les manifestations patentes de la volonté de la lutte des travailleurs de toute l'automobile. Français comme immigrés.

C'est d'ailleurs ce qu'explique la Lettre de l'Expansion, feuille confidentielle du patronat. Elle déclare qu'« au CNPF, on estime que l'exemple sera contagieux... Il faut s'attendre à la multiplication d'actions revendicatives pour généraliser l'accord Renault. » Voilà la portée politique de ces grèves : elles sont un pôle de luttes qui marquent la situation.

Voilà pourquoi la LCR et ses militants dans l'automobile ont choisi, tout en défendant l'ensemble des revendications des OS, de concentrer la bataille autour de la revendication des 300 F, qui peut faire l'unité de toutes ces luttes.

Voilà pourquoi aussi nous sommes prêts à débattre fraternellement avec Daniel Richter (p.5) : en soutenant la lutte revendicative nous ne nous limitons pas à un simple niveau syndical, car la bataille pour les revendications est moins que jamais — au moment où les directions syndicales et politiques du mouvement ouvrier s'y opposent — une simple bataille syndicaliste.

Gagner sur de tels objectifs, c'est mettre en échec les plans salariaux du gouvernement, c'est un élément de la bataille politique pour une riposte d'ensemble de tous les travailleurs contre l'austérité. Et c'est justement la condition pour que puissent s'exprimer, dans des rapports de forces meilleurs, les propositions des révolutionnaires, pour des solutions socialistes à la crise.

Oui, les luttes « sont porteuses de progression » pour la classe ouvrière ; oui, elles seules peuvent rendre possible une véritable alternative anticapitaliste.

F.O. et P.R.

Renault : la lutte paye

L'accord salarial de la Régie Renault est le produit direct des grèves d'OS qui ont bloqué pendant 2 semaines la production des usines de Billancourt et de Flins.

Depuis la mise en œuvre du blocage des prix et des salaires, c'est le premier accord dans un groupe de cette importance, concernant 100 000 travailleurs, qui est signé sous la pression directe d'ouvriers grévistes. Les propositions précédentes de la Régie Renault, inspirées directement par les consignes du gouvernement fournies aux patrons

des entreprises nationalisées, ont volé en éclats. Tel est l'enseignement principal de l'accord signé à la Régie Renault. La lutte peut payer.

Les premières propositions de la direction de la Régie Renault pour l'année 1983 accordaient une augmentation de 7 %, plus un supplément de 1,5 % subordonné à la satisfaction d'objectifs de productivité par les travailleurs. La direction de la Régie a été contrainte à trois reculs d'importance.

● C'est d'abord l'abandon de la clause de productivité, véritable clause antigreve puisqu'elle visait à

conditionner des augmentations de salaire au fait que les ouvriers travailleraient bien.

● C'est ensuite l'augmentation de 8,25 % pour l'année, assortie d'une clause de sauvegarde où la direction promet de nouvelles négociations en fin d'année avec pour objectif de « garantir le pouvoir d'achat ».

● C'est enfin une augmentation de 120 francs par mois pour tous les salaires inférieurs à 6 000 francs.

Alors que les peintres de Flins avançaient la revendication de 300 francs pour tous, ils obtiennent les 120 francs accordés à tous les ou-

vriers, plus une prime mensuelle de 155 francs, soit en tout 275 francs. C'est une victoire pour les ouvriers en grève à Flins.

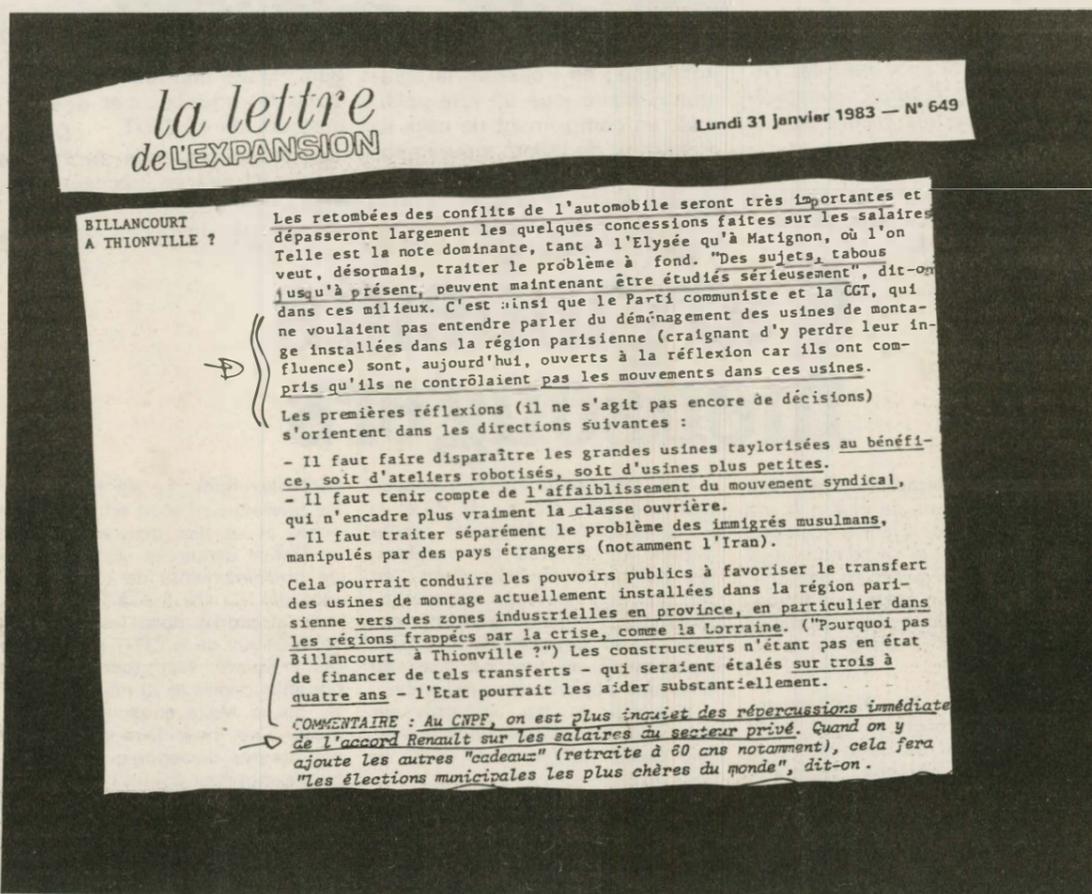
Obtenir un tel résultat avec 500 grévistes, sous le feu croisé d'une direction patronale et de directions syndicales qui considéraient ces grèves comme des conflits catégoriels, c'est un beau résultat. Il n'empêche que la direction n'a pratiquement pas cédé sur la masse salariale globale qu'elle avait prévue d'accorder pour 1983.

Les 120 francs obtenus par 80 % du personnel de la Régie sont presque intégralement compensés par une redistribution de la masse salariale globale. Il faut aussi préciser que l'accord signé par tous les syndicats ouvriers ne fait pas référence à une indexation des salaires sur les prix. La seule révision envisagée est celle d'une nouvelle négociation à la fin de l'année 1983. Autant les reculs de la direction sous la pression des grévistes sont un encouragement pour toute la classe ouvrière, autant le contenu de l'accord n'épuise pas les luttes indispensables pour obtenir une véritable indexation des salaires sur les prix.

L'épreuve de force entre les ouvriers grévistes de la Régie Renault et la direction s'est cristallisée sur la question des salaires. Tout le reste apparaissait comme une échappatoire par rapport à un enjeu directement traduisible en terme de revendications immédiates. Plus fondamentalement, tant que l'aspiration au changement à la Régie Renault se heurtera à la même exploitation capitaliste qu'avant le 10 mai, la combativité ouvrière trouvera nécessairement des moyens d'expression. La paix sociale, au sens de l'acceptation soumise de la même politique qu'avant le 10 mai, n'est pas près de revenir dans les usines de la Régie. Que cette combativité s'exprime dans l'un des bastions reconnus de la classe ouvrière est un encouragement pour tous les travailleurs. Voilà pourquoi il faut combattre pied à pied toutes les campagnes racistes visant à isoler les travailleurs immigrés dont le but est d'ôter à la lutte des OS immigrés leur rôle d'entraînement.

Jean-Claude Bernard

L'Elysée, la CGT et le PC vont-ils démentir ?

CITROEN
La combativité
est intacte !

Quelle extension des luttes pour les 300 F ? Le problème était et reste posé à Citroën. Cette question aurait dû faire l'objet d'assemblées générales, pour que les principaux intéressés, les travailleurs, tranchent en toute démocratie. Seuls les patrons peuvent redouter l'extension, car ils auraient affaire à un rapport de forces supérieur en faveur des ouvriers.

Ce n'est pas la voie choisie par la direction régionale de la CGT. Elle a fait reprendre le travail à Nanterre, avec 120 F gagnés pour 300 F revendiqués, alors que Saint-Ouen se mettait en grève. Elle s'est précipitée au point d'accepter d'effacer elle-même le sigle CGT ornant les murs de l'usine.

Même scénario à Levallois, occupée jusqu'au 2 février, où l'appareil

CGT a fait reprendre le travail sans vote ni consultation des grévistes. Le gain est identique à celui de Nanterre : 120 F.

Saint-Ouen (les Epinettes) est entré dans la lutte. Une délégation des occupants de Levallois était allé leur porter leur soutien. Certains responsables CGT n'ont pas eu la même réaction que les grévistes accueillant favorablement leurs camarades. Ils ont tenté l'expulsion de la délégation, sans doute par peur de cette extension que manifestement ils ne souhaitaient pas.

Comme réponse à cette question centrale de l'extension sur la revendication commune des 300 F, la direction CGT régionale organisait le 2 février une manifestation des établissements Citroën... en défense des usines menacées. Beaucoup pensent, à Citroën, que cette réponse est insuffisante, en regard de ce qu'il était possible de faire.

Mais l'affaire risque de rebondir. En effet, la grève de Levallois, puis l'occupation, ont pour fondement la volonté des travailleurs de constituer un rapport de forces global pour conserver les acquis des luttes d'atelier. Elle s'est cristallisée sur la question du paiement des heures de lock-out et de grève, mais elle prenait sa source dans la lutte quotidienne, en particulier contre les cadences et la répression par lesquelles la direction tentait d'annuler les améliorations des conditions de travail imposées sur les chaînes.

L'entêtement de la direction à Levallois n'est que la manifestation de sa haine, en particulier pour les travailleurs immigrés de Levallois qui n'ont pas cessé leur mobilisation depuis septembre. C'est pour cela qu'elle menace d'avancer l'exécution de ses plans de fermeture, de manière à intimider les travailleurs.

Le résultat de cette grève ne fait que reporter les échéances et il y a fort à parier que les combats partiels reprendront pour faire rentrer dans l'entreprise le vrai changement, celui qui touche au quotidien de l'entreprise.

Correspondants

● Dernière minute : à Citroën Aulnay, ce mercredi après-midi, 7000 travailleurs de Citroën, dont 800 de Citroën Levallois, ont manifesté jusqu'au siège de la direction de Citroën à Neuilly.

**Mercredi 2 février, Jean Auroux, ministre,
s'en prend aux grévistes de Citroën-Aulnay**

Nous y reviendrons la semaine prochaine

«...montrer la voie du socialisme, mettre en cause la logique capitaliste»

• Interview de Daniel Richter, responsable CFDT à Renault-Flins

Un peu étonné de se voir projeté au premier plan de l'actualité, Daniel Richter, avant tout, tient à rappeler qu'il n'est que le porte-parole choisi par les militants CFDT de Flins.

C'est de longue date qu'il a su affirmer une orientation qui, objectivement, représente une alternative à l'orientation confédérale actuelle.

Au milieu des luttes, nous tenions à lui donner la parole dans « Rouge ».

• Quel est, selon toi, le sens des grèves dans l'automobile ?

— Depuis des années, les luttes d'ateliers, à la Régie, expriment deux choses : la direction, tout en maintenant le travail à la chaîne, a toujours cherché à réduire les collectifs de travail un peu forts. Sans pousser cela jusqu'au bout de la logique de répression. Cela, en pratique, a donné un maintien des capacités de luttes, mais atelier par atelier, en fonction d'une histoire propre aux diverses unités. Ainsi, par les luttes, de 1969 à 1975, les nombre de taux et de coefficients a été ramené, de l'OS au P1, de soixante-douze à une dizaine ; mais sans que cela donne une conscience collective à tous les ouvriers.

Après le 10 mai, on retrouve cela. Avec des réactions différentes des Français et des immigrés.

Certes, les premiers ont mené un certain nombre de luttes (à Sandouville, les OP et les caristes de Flins, celles des OS), mais la majorité d'entre eux conserve un comportement de délégation de pouvoir : si on a

qu'ils sont. Il s'y ajoutait plus ou moins le sentiment d'une perte possible du pouvoir d'achat à cause du système Delors.

Il n'y avait pas la volonté d'un mouvement d'ensemble : les grévistes n'ont pas demandé l'extension, ils refusaient un comité de grève commun aux ateliers en lutte. Et pour finir, ils ont accepté de reprendre le travail sans que tous aient obtenu les mêmes avantages, du moment que tous avaient obtenu des sommes assez conséquentes.

• Par rapport à la politique salariale de Delors...

— Ce n'est pas le point de départ de ces luttes. Même si, objectivement, elles mettent en cause le choix salarial du gouvernement.

• Justement, quel jugement portes-tu sur le comportement du gouvernement ?

— Il a choisi la logique de la compétitivité et de l'économie de marché. D'où la nécessité de faire fon-



Daniel Richter, au micro, pendant la lutte à Renault-Flins.

laient avant tout les terminer rapidement. La CGT accusant la Régie Renault de « sabotage ». La CFDT déclarant, ce qui revenait au même, qu'il ne s'agissait que de « conflits localisés »... à terminer au plus vite.

Il existe une conception commune aux deux directions nationales : elles intègrent la logique des contraintes capitalistes et jugent une épreuve de force inopportune.

• Mais cela contredit point par point les belles déclarations sur la « priorité aux plus défavorisés »...

— Oui, mais, la fédération veut avant tout éviter toute confrontation d'importance ; elle tient à se contenter d'une bonne utilisation des « droits nouveaux ».

• Toi-même, quelles positions crois-tu qu'il faille défendre devant la crise capitaliste ?

— Comme les directions nationales de la CGT et de la CFDT, je pense qu'il ne faut pas fermer les yeux sur la crise. Il faut la prendre en compte. Mais mes conclusions ne sont pas les mêmes.

« Il faut affirmer une autre logique, opposée à celle de l'économie de marché, affirmer l'actualité des objectifs de transformation que la CFDT s'était fixés depuis des années, montrer la voie du socialisme, mettre en cause la logique capitaliste. Pour une telle orientation, l'élément moteur, c'est le processus de luttes, inévitables contre les attaques, inévitables parce que les épreuves de force sont porteuses de progression. »

Pour eux, dans le cadre de l'économie de marché, les revendications scient la branche sur laquelle la gauche veut faire son nid.

Tout au contraire, il nous faut prendre en compte les réalités de la crise pour mettre en lumière de quelle façon les conflits remettent en cause la logique même de l'économie capitaliste en crise. Si on ne le fait pas, on va se casser la gueule : comme le montre l'exemple de British Leyland ou de la FIAT...

Il ne faut donc pas dire : « nos revendications et qu'ils se démerdent ». Il ne faut pas jouer sur l'irres-

ponsabilisation par rapport à la crise. Un processus de lutte n'a de sens que s'il devient porteur d'un projet alternatif à la logique capitaliste du profit et de la concurrence.

• Ce que tu résumes-là, est-ce que cela pourrait être, selon toi, une orientation pour les syndicalistes opposés à l'actuelle direction confédérale ?

— Il faut être clair. Un fait n'est pas discutable : il se dégage des positions non identiques à celles de la direction confédérale. Mais il reste à définir dans quelle optique ces forces agissent.

Je pense qu'il faut affirmer une autre logique, opposée à celle de l'économie de marché, affirmer l'actualité des objectifs de transformation que la CFDT s'était fixés depuis des années, montrer la voie du socialisme, mettre en cause la logique capitaliste.

Pour une telle orientation, l'élément moteur, c'est le processus de luttes, inévitables contre les attaques, inévitables parce que les épreuves de force sont porteuses de progression. C'est en prenant en charge les aspirations des travail-

et débrouillez-vous ». La direction répondrait facilement : « la concurrence », « la nécessité de nouveaux modèles, ce qui coûte 12 milliards par an »... Il nous faut pouvoir répondre : nous pensons possibles d'autres voitures, différentes, pouvant durer par exemple 400 000 ou 500 000 kilomètres, avec d'autres conditions de travail.

• Dans le but de donner des solutions réalisables dans le système actuel, ou dans un autre but ?

— Essentiellement pour créer le débat dans l'ensemble de la classe ouvrière. En liaison étroite avec les luttes.

• Cela te paraît donc décisif pour l'avenir de l'opposition syndicale ?

— Oui, à l'évidence : une coordination pour dire « vive la lutte » ou pour dénoncer l'austérité gouvernementale est insuffisante et pourrait devenir stérile...

Il faut être porteur de projets alternatifs et d'un minimum de dynamique concrète à la base.

• A t'entendre, tu as quelques critiques ou méfiances à l'égard des militants de la LCR... ?

— Quand je vois que les tracts de la LCR sont du même niveau que ceux du syndicat, je ne constate pas la volonté d'apporter des éléments d'alternative au capitalisme. Comme si le rôle d'organisation politique se résumait à coller à la dynamique de la lutte, une sorte de syndicalisme plus radicalisé, au lieu d'apporter des éléments pour construire une autre conscience politique.

De tels problèmes pourraient parfaitement se retrouver dans les débats d'une coordination d'opposition syndicale. Il vaut donc mieux que je dise nettement mes opinions.

Cela n'enlève rien au fait que les militants d'extrême gauche sont parmi les meilleurs dans l'activité pratique. Mais l'activisme militant n'a jamais changé les relations avec les masses.

Propos recueillis par Pierre Rème

* Les titres et intertitres sont de la rédaction.

« Les directions fédérales CFDT et CGT de la métallurgie ont intégré la logique des contraintes capitalistes et jugent les épreuves de force inopportunes. »

voté, ce n'est pas pour faire grève, mais pour que le gouvernement change la situation.

Les immigrés, eux, n'ont pas voté et chez beaucoup d'entre eux demeurerait la méfiance envers le passé colonial du vieux Parti socialiste, des forces de gauche. Mais la réforme sur les papiers, la diminution de la répression, des contrôles policiers, leur ont donné confiance. Les discours sur les nouveaux droits, par exemple, ont eu plus d'échos qu'on ne le croit.

• Il s'agit donc d'un mouvement de fond...

— A Flins, après la répression de la grève des presses en 1978, une crainte restait. La grève des caristes, au printemps dernier, a prouvé que les flics ne venaient pas, qu'il n'y avait pas de licenciements et qu'on pouvait gagner. C'était un secteur de Français. Et les immigrés en ont conclu : pourquoi pas nous ?

En fonction de la politique sociale de la direction, une grève est une révolte d'un atelier. La cause en est souvent un fait, même infime, s'ajoutant à un grand ras-le-bol.

Dans le cas des presses, en 1978, ce fut la mise à pied d'un travailleur arrivé en retard. Pour la peinture, cette fois-ci, c'est parce que la direction a été trouvée trop arrogante lors d'une délégation pendant une grévette comme il y en avait beaucoup depuis des semaines.

• Il doit être difficile d'unifier de telles réactions sur des revendications communes.

— En pratique, les 300 F pour tous ont joué ce rôle. Mais, au départ, il y a des revendications très parcellaires, qui expriment le refus de subir le travail et les salaires tels

tionner l'appareil de production en rapport avec ces choix. Ainsi, Delors avait déjà dénoncé les grèves de Talbot et de Citroën comme « catégorielles ».

Dans la mesure où un gouvernement de gauche ne peut pas envoyer les flics, il est amené à payer plus cher les ouvriers s'il laisse faire les grèves.

C'est pour casser cette série de luttes qu'ils ont choisi d'attaquer comme l'a fait Mauroy : c'est une tentative pour isoler les travailleurs immigrés, pour les culpabiliser afin qu'ils ne se battent plus.

En eux-mêmes, les arguments de Mauroy sont débilés de bout en bout : cette histoire de chuites, par exemple, est d'autant plus ridicule qu'il n'y en a pas au Maghreb... En revanche, on voit bien comment cela peut payer, à l'approche des municipales, dans certaines couches plus ou moins réactionnaires.

On en retiendra que, pour jouer le pompier éteignoir des luttes, au nom de l'économie de marché, certains dirigeants socialistes ont abandonné l'humanisme dont se réclamait la social-démocratie. Ils enforment les pires arguments de la droite et de l'extrême droite.

• Quant aux directions nationales de la CFDT et de la CGT, tu ne peux, bien sûr, pas les approuver...

— La question est de savoir quelles luttes on peut mener. La confédération CFDT a fait des déclarations sur le problème des OS. Mais, en ce qui concerne l'action effective, les deux fédérations métaux — CFDT comme CGT — sont restées complètement fermées : à leurs yeux, des grèves de ce type affaiblissent la gauche et les capacités économiques de la France ; ils vou-

La retraite à 60 ans: on brade

LA retraite à 60 ans: c'est bien parti», titrait le *Matin* la semaine dernière. Et le *Monde* chantait les louanges de Bérégovoy qui a, paraît-il, « l'art et la manière de réussir les réunions tripartites ». « Il a emporté un joli succès en signant avec tous les syndicats et le CNPF un relevé des discussions en quatre points qui fait indéniablement avancer les négociations. »

Mais les journaux se gardent bien de souligner l'un des préalables à cet accord, qui n'a pas fait, lui, l'objet de négociations publiques puisque gouvernement et syndicats l'ont accepté sans broncher: cette revendication ne coûtera pas un sou aux patrons!

C'est le sens de la « structure transitoire » mise en place pour financer la part de la retraite complémentaire. Car bien évidemment, la retraite à soixante ans, c'est cinq ans de cotisations en moins et cinq ans de retraite en plus à payer. Si l'on ajoute à cela le nombre de suppressions d'emplois dues à la crise, qui viennent diminuer d'autant les rentrées d'argent des caisses de retraites complémentaires, on comprend aisément que la question du financement n'est pas une petite affaire. Il est difficile de la contourner. C'est pourtant le tour de force que viennent de réussir gouvernement et directions syndicales. Mais à quel prix?

Les déclarations de Gattaz étaient très claires: pour le CNPF, la retraite à soixante ans est « une mesure dangereuse et coûteuse. » Il a par ailleurs affirmé: « Nous n'accepterons à aucun moment une augmentation des charges des entreprises. » Et c'est au bout du compte ainsi qu'il sera fait. Les retraites complémentaires seront financées par le transfert des fonds de l'UNEDIC qui verse les « garanties de ressources » des préretraités. Pour démarrer, pendant les premières années, les « garanties de ressources » seront encore nombreuses, les caisses de retraite devraient lancer un emprunt gagé sur leurs biens. Cette formule non seulement ne fait que retarder l'échéance du financement, mais elle va contribuer à terme à accroître le déficit des caisses de retraite. Qui paiera à ce moment-là?

C'est la question que devraient se poser les directions syndicales qui acceptent ce compromis... Si elles n'étaient pas si pressées de conclure au plus vite cet accord, au prix d'une retraite au rabais! A la veille des municipales, le gouvernement et les partis réformistes ont en effet bien besoin de redorer leur blason, en se prévalant mensongèrement d'un « succès ».

En fait, c'est un véritable tour de passe-passe que sont en train de faire gouvernement et directions syndicales sur le dos des travailleurs. Ils brouillent les cartes à loisir. Et l'on comprend pourquoi la presse, les médias et jusqu'à la presse syndicale, tous s'accordent à être si obscurs sur le contenu des tractations avec le patronat sur une question pourtant aussi essentielle, et qui touche profondément l'ensemble des travailleurs et des travailleuses.

Bérégovoy ment!

Bérégovoy déclarait la semaine dernière: « La retraite à soixante ans est un droit acquis. Les personnes partiront à soixante ans avec la même retraite qui était accordée à soixante-cinq ans. » Il faut étudier les divers points de l'accord pour mesurer l'ampleur du mensonge.

Et l'Humanité d'emboîter le pas en écrivant: « Deux grandes revendications de la CGT, rejointe par les autres syndicats, 70 % du salaire et un minimum de pension, sont pratiquement acquises. » Mais la CGT oublie de dire que ce qu'elle défendait au début des négociations et qu'elle a vite abandonné, c'était la validation des points de retraite complémentaire de soixante à soixante-cinq ans. Et ce n'est pas exactement la même chose que la formule qui avait été acceptée par le patronat: 70 % du salaire (50 % Sécurité sociale, 20 % complémentaire) pour ceux qui ont cotisé pendant trente-sept ans et demi.

Ce n'est pas la même chose parce qu'on a plus de difficulté à réunir trente-sept ans et demi de travail en prenant la retraite à soixante ans qu'en la prenant à soixante-cinq ans. Et la non-validation des points de soixante à soixante-cinq ans en-

traînera de fait une augmentation du nombre de gens qui n'auront pas le nombre d'années requis.

Réunir le nombre d'années nécessaire pour toucher une retraite complète à soixante ans, cela signifie avoir travaillé sans discontinuer depuis l'âge de vingt-deux ans. Avec l'allongement de la durée des études, c'est une chose qui devient de plus en plus difficile.

D'autre part, la question de tous ceux qui n'ont pas une carrière complète est renvoyée à des négociations ultérieures. « Quand l'accord principal sera signé », peut-on lire dans le *Matin* du 28 janvier. Comme s'il s'agissait d'une question mineure!

Or, d'après la CGT, seulement 77 % des hommes et 57 % des femmes peuvent se prévaloir de trente-sept années et demi d'activité à soixante ans. Tous les autres auront donc un complément de retraite réduit.

Gageons que beaucoup de travailleurs et surtout de travailleuses hésiteront à faire valoir leurs droits à la retraite à soixante ans. Dans ces conditions: elles et ils auront le choix entre une retraite au rabais à partir de soixante ans ou une retraite complète à soixante-cinq ans! Belle avancée sociale!

L'autre point d'accord et pour lequel les directions syndicales ont abandonné la question de la validation des points de soixante à soixante-cinq ans: une pension minimale de 2900 F pour les petits salaires qui auront cotisé pendant trente-sept ans et demi. Sans quoi, un travailleur qui aurait été au SMIC pendant trente-sept ans et demi n'aurait touché comme retraite qu'à peu près l'équivalent du minimum vieillesse (2200 F).

En fait, le seul point positif de cette négociation, c'est l'élévation du montant de la retraite des smicards par la fixation d'une « pension minimale ». Mais attention, à ne pas confondre avec la pension minimum vieillesse qui reste à 2200 F!

Et à ce niveau, accepter de négocier sur ces bases est déjà scandaleux en soi. Si l'on considère que le SMIC est le minimum vital, il l'est également pour les retraités, et non 85 % et 60 % comme le propose la CGT.

On est bien loin en tout cas des aspirations des travailleurs. Car l'aboutissement de l'âge de la retraite correspond aussi à un changement dans l'idée qu'on s'en fait. Celle-ci n'est plus vécue comme une fin, mais comme une nouvelle période de la vie.

Mais pour cela, il faut s'attaquer résolument au fonctionnement même de la société capitaliste, à ses lois de rentabilisation et de profit, il faut raisonner en fonction des besoins des travailleurs.

Sonia Folloni



LES REGIMES COMPLEMENTAIRES

Les régimes complémentaires de retraite doivent leur naissance et leur survie aux luttes des travailleurs en réaction contre l'insuffisance des prestations servies par le régime général.

Depuis l'instauration de la retraite, à la fin de la dernière guerre, les prestations fournies par la Sécurité sociale, 50 % du salaire moyen des dix meilleures années, s'avèrent largement insuffisantes pour assurer un minimum vital aux retraités.

La mise en place des retraites complémentaires s'est faite secteur par secteur, arrachée par les travailleurs au gré des rapports de forces.

Cela explique la grande mosaïque, en vigueur encore aujourd'hui, des régimes de retraites complémentaires (au nombre de quarante-cinq pour l'ARCO, retraites complémentaires des salariés) et leurs disparités.

Il faut savoir également que jusqu'à la loi du 29 décembre 1972, l'affiliation à une caisse de retraite complémentaire n'était pas garantie pour tous les salariés.

De ce fait, un nombre important de travailleurs, dans les secteurs les plus défavorisés, employés de maison, employés de commerce, salariés agricoles et certains services, seront loin de pouvoir réunir les trente-sept années et demi de cotisations qui leur seront demandées en vertu des accords actuels pour les 20 % du salaire par le biais de la retraite complémentaire.

LA campagne du PCF pour les municipales est bien lancée. Paul Laurent, au CC du 10 janvier, et Georges Marchais, sur Europe 1, en ont donné les axes essentiels: face au danger d'un retour de la droite, il faut voter pour la gauche unie. Le bilan du gouvernement est positif. Sa politique est celle qu'ont voulue la majorité des Français. Voilà ce qu'ils répètent à ceux qui seraient tentés de s'abstenir. Quant aux listes d'extrême gauche, elles font le jeu de Chirac...

1 Il y a un seul point sur lequel nous partageons leur avis: oui, la droite est dangereuse. Si elle revient au gouvernement, ce sera pour sonner l'heure de la revanche anti-ouvrière: suppression de la cinquième semaine de congés payés, suppression de 500 000 emplois de fonctionnaires, démolition complète de la Sécurité sociale, restriction des libertés syndicales, renvoi des immigrés, etc.

Tel est leur programme, Chirac ne s'en cache même pas. Voilà pourquoi il faut leur barrer la route.

2 Mais pour autant, le bilan du gouvernement est-il « positif ». On peut bien sûr citer certaines mesures sociales comme l'augmentation des allocations familiales ou le relèvement (trop faible) du SMIC... On peut ajouter à cette liste les 39 heures payées 40 et le remboursement de l'IVG qu'il a fallu imposer par des mobilisations.

Mais il faut une bonne dose de cynisme pour ne pas dire un seul mot de ce qui préoccupe le plus les travailleurs aujourd'hui: la remise en cause d'une série d'avantages acquis, la baisse de leur niveau de vie, l'augmentation du chômage qui continue...

Peut-on sérieusement tirer un « bilan positif » d'un gouvernement de gauche qui bloque les salaires, qui diminue les allocations des chômeurs, qui réduit le montant des retraites, qui applique les plans de licenciements patronaux dans la sidérurgie, et qui reprend l'essentiel du projet de loi Berger pour la Sécurité sociale alors qu'il distribue des milliards de cadeaux aux patrons? Non, cette politique-là tourne le dos aux intérêts des travailleurs.

3 Marchais lui-même est d'ailleurs obligé de reconnaître qu'il existe une « certaine désillusion » chez beaucoup de ses propres électeurs qui « ne trouvent pas leur compte dans la politique actuelle ».

Est-ce pour en tirer la conclusion que cette politique est néfaste et qu'il faut en changer? Au contraire, non seulement il s'évertue à démontrer qu'elle va quand même « dans le bon sens », mais encore il explique qu'elle est la seule légitime. Le candidat Marchais avait défendu un programme « plus radical ». Mais ces « solutions n'ont pas eu l'appui de la majorité des électrices et des électeurs ». Il faut donc respecter le suffrage universel: « nous sommes des démocrates »...

Cet argument confine à l'escroquerie. Tout le monde le sait: le vote contre Giscard a été avant tout un vote contre le chômage et l'austérité, et pas un vote sur des programmes que la grande majorité des gens n'avaient même pas lue.

Non, les travailleurs n'ont pas voté le 10 mai pour qu'on baisse

5 QUESTIONS AUX MILITANTS DU PC

leur pouvoir d'achat et qu'on remette en cause leurs acquis. En s'abritant derrière ce fallacieux alibi « démocratique », le PC s'efforce en fait de faire avaler la pilule d'une politique désastreuse dont il est totalement solidaire, tout en se dédouanant à bon compte...

4 A ceux qui renâclent, il lance un avertissement en forme de chantage: Attention, Chirac menace! Face à ce danger, vous n'avez d'autre choix que de soutenir la politique du gouvernement. Ceux qui s'abs-

tiendront feront le jeu de la droite.

Cette mise en garde n'a d'autre but que d'esquiver les responsabilités de la majorité PS-PC dans la situation. S'il risque d'y avoir de nombreuses abstentions à ces élections, c'est le gouvernement qui en est le premier responsable parce qu'il a déçu les espoirs que mettaient en lui des millions de travailleurs.

Si la droite et les patrons ont regagné du terrain depuis le 10 mai, c'est d'abord parce que le gouvernement n'a cessé de reculer et de leur faire des concessions.

C'est sa politique qui fait le jeu de la droite, et non ceux qui la critiquent, en réclamant qu'on s'attaque aux vrais responsables de la crise: les capitalistes. Il suffit de lire les affiches de Chirac pour s'en convaincre: quand la gauche mène une politique de droite, elle permet aux démagogues sans scrupules du RPR de se présenter à peu de frais comme les défenseurs des retraités, des chômeurs, et des salariés qui voient baisser leur pouvoir d'achat...

Continuer dans cette voie, ce serait aller à un désastre. Beaucoup des travailleurs le sentent. Et certains pensent exprimer leur refus en faisant la grève du vote. Nous partageons leur dégoût et leur colère devant cette politique d'austérité qui n'a rien de « positif » ni de « légitime ». Mais nous pensons qu'ils se trompent: l'abstention ne sera pas une arme pour faire échec à l'austérité et pousser dans le sens d'un vrai changement. Une remontée de la droite aux municipales renforcerait la

fermeté des patrons face aux revendications et servirait même d'alibi au gouvernement pour mener une politique encore plus à droite. Maire a déjà annoncé la couleur, en annonçant un deuxième train de mesures de « rigueur ».

C'est pourquoi la LCR appellera à faire barrage à la droite en votant pour les listes conduites par le PS et le PC au premier et au deuxième tour, là où des listes révolutionnaires ne seront pas présentes.

5 Mais elle fera tout pour que dans un maximum de circonscriptions, les travailleurs puissent voter contre la droite sans cautionner la politique du gouvernement. C'est le sens des listes La voix des travailleurs contre l'austérité qu'elle présente en commun avec LO.

Pour que l'espoir du 10 mai ne soit pas déçu, il faut qu'apparaisse dans ce pays une grande force à la gauche du PS et du PC, une force qui lutte « pour que ça change vraiment ». Une force qui dise: Ce n'est pas aux salaires, c'est aux profits qu'il faut s'attaquer! Non aux budgets d'austérité pour la santé et l'école, réduction massive du budget militaire, impôt sur le capital! Non à la baisse des indemnités de chômage! Oui à l'interdiction des licenciements, oui à la baisse massive du temps de travail sans diminution de salaire, avec embauches obligatoires pour baisser le chômage! Oui à l'extension des nationalisations sans indemniser les capitalistes, sous le contrôle des travailleurs! F. L.

DROITE Cap maintenu sur la revanche

► « Mon seul scénario: les municipales seront un succès pour l'opposition » S. Veil

LES ténors de la droite ont mis une sourdine à leurs clameurs. Les appels à la revanche se teintent de réalisme.

Leur débat: « législatives anticipées ou pas », prend quelques plombs dans l'aile. « Gardons-nous de prendre nos désirs pour des réalités », leur conseille Michel Droit de l'Académie française, dans la feuille d'Hersant, *le Figaro*.

Seraient-ils intimidés par la riposte des partis au gouvernement ?

Si riposte il y avait, peut-être. Mais les déclarations de Mauroy et de Jospin sur la politique étalée par Chirac le 23 janvier ne dépassent par les effets de tribune. Elles sont étouffées par une attaque en règle contre les travailleurs immigrés et l'annonce d'un plan d'austérité bis, qui visent les travailleurs, et pas la droite.



d'un retour de ces têtes de droite qu'ils ont subies pendant vingt-trois ans.

Simone Veil vend la mèche de leurs calculs. « Il faut que le Parti socialiste et le Parti communiste mènent leur expérience jusqu'au bout afin que les gens sachent », déclarait-elle dimanche dernier.

Même si le temps leur paraît long dans l'opposition, il leur semble favorable à leurs desseins. La politique de la majorité du 10 mai, contraire aux aspirations de ceux qui l'ont élue, est leur meilleure alliée. Alors un deuxième plan d'austérité... renforcerait leur hargne (voir page 3).

Ils poursuivent la course du meilleur cheval pour être chef d'une opposition qui a toujours plusieurs

têtes. Ils préparent, affinent et affûtent soigneusement les plans de combat contre la classe ouvrière: « la barre à droite toute, réaction marche ! cap sur avant 1945 ».

« Entre UDF et RPR, il y a plus de différences de comportements que d'analyses ou d'objectifs », avoue Chirac.

« Ceux qui voteront les 6 et 13 mars pourraient bien, en sanctionnant sévèrement le gouvernement, accélérer le processus qui permettra au pays de s'en débarrasser. », conclut Michel Droit dans ses conseils du *Figaro*.

C'est une pause tactique pour mieux préparer la guerre.

Michel Morel

L'effet inverse

Non, s'ils mesurent leurs déclarations c'est qu'ils craignent en criant trop fort d'obtenir l'effet inverse de celui qu'ils recherchent. Pousser ceux qu'ils appellent « les déçus du socialisme » à un vote de refus total au retour de la droite, plutôt qu'à une abstention-sanction contre la majorité qu'ils ont élue en mai 1981.

S'ils reprennent un semblant de calme après les appels tonitruants à l'assaut de la majorité, pour attaquer les travailleurs, c'est qu'ils mesurent toujours le rapport de forces entre eux et la classe ouvrière. Il n'est toujours pas en leur faveur. Ceux qui ont chassé Giscard ne veulent pas

► Sécurité sociale: casser tous les acquis depuis 1945

IL faudra bien un jour rem-placer la Sécurité sociale », titre le *Figaro Magazine*, dans sa rubrique régulière, « les grands dossiers de l'après-socialisme », qui se veut la « base de réflexion politique et culturelle d'un projet pour la France de demain... ».

Le plan est précis: dix mesures pour disloquer la Sécurité sociale en trois temps.

- « Paiement direct aux salariés du montant complet des cotisations sociales, part patronale comme part salariale. »

- Instauration d'une « assurance volontaire », en brisant « le monopole de la Sécurité sociale », et rétablissant la « concurrence avec les compagnies d'assurance privées ».

- « Liberté » d'honoraires complète

pour les praticiens, les tarifs hospitaliers, le prix des médicaments.

Concurrence, « assurance volontaire » au profit des « assurances privées », « liberté tarifaire », bref, trois moyens de plus pour faire de la santé une source de profits !

« L'opposition doit être moderne, ne pas se référer au passé. On ne revient pas en arrière », c'est l'une des dernières déclarations de Chirac dans sa publicité pour le retour de la droite.

Et pourtant ! « Revenons en arrière » pour voir.

1945: la Libération, ordonnances et projets de loi instaurent la Sécurité sociale pour les travailleurs, la couverture des risques maladie et accident du travail, gérés dans une

caisse unique par des représentants syndicaux élus par les salariés. Les assurances privées font grise mine. Elles portent le deuil d'une partie de « leur portefeuille »: l'« assurance maladie » !

La droite n'a jamais digéré cette conquête d'une majorité à gauche à la Libération, sur fond de mobilisation ouvrière.

1966: de Gaulle étend la protection sociale... en faisant appel à des organismes privés.

1967: de Gaulle relève le ticket modérateur, augmente les cotisations des salariés, ouvre la porte des conseils d'administration des caisses de la Sécurité sociale au patronat. Célébres, les ordonnances de 1967 !

Vingt-trois ans de majorité de droite, vingt-trois ans d'attaques contre la même cible... les mesures de Barrot, sous Giscard-Barre, étaient les dernières en date ! Les mesures d'austérité prises par la majorité aujourd'hui ressemblent comme deux gouttes d'eau à celles proposées sous Giscard. L'opposition en profite.

Et pour demain, s'ils revenaient au gouvernement, les états-majors de droite préparent la dislocation complète de la « Sécu », le retour à l'assurance privée !

Alors « retour en arrière ? Eh oui, avant 1945 ! » Il faut limiter la protection sociale par prélèvement obligatoire pour favoriser le recours à la protection personnelle volontaire. » Ça, c'est une déclaration de Chirac: 23 janvier 1982.

M. M.

PSU: Huguette Bouchardeau candidate dans le 19^e à Paris

LE Monde de samedi annonçait que Huguette Bouchardeau, secrétaire nationale du PSU, sera candidate dans le 19^e arrondissement de Paris, sur la liste d'Union de la gauche dirigée par Paul Laurent. Une autre place en position éligible serait accordée au PSU dans le 17^e arrondissement.

Ainsi se trouvera concrétisée, à Paris, l'ambition du PSU pour ces municipales: être présent dans les listes d'Union de la gauche et avoir, sur cette base, des élus.

Résultats minces, pourtant. A la mesure d'une ambition elle-même modeste.

Ce que faisait apparaître le projet du PSU, réaffirmé lors de la dernière direction politique des 15 et 16 janvier derniers. Car que cache la prétention du PSU à être reconnu comme le « courant critique » du rassemblement des forces de gauche ? Une volonté claire, celle d'être dans les listes d'Union de la gauche, agrémentée de quelques pincées de critiques dosées. D'une part, le reproche adressé au PS et au PCF de ne pas s'être dotés d'un « projet capable de rassembler l'ensemble des forces de la nouvelle majorité ». D'autre part, un regret concernant « l'insuffisance des rapports unitaires entre partis de gauche » qui se traduirait par l'absence d'unité à la base.

Mais la direction du PSU, obligée de signaler quelques éléments négatifs de la politique gouvernementale, se garde bien de porter une appréciation claire de celle-ci. A la différence de la résolution minoritaire qui, elle, n'hésitait pas à déclarer que « la responsabilité des grandes organisations de gauche est profondément engagée dans une telle situation ».

Il est vrai que la direction du PSU n'est pas prête à proposer une quelconque alternative à la politique gouvernementale, dans la mesure où son choix est bien de s'intégrer aux listes de soutien au gouvernement. Les seules justifications avancées concernant la nécessité de battre la droite et d'élar-



gir la présence du courant auto-gestionnaire dans les municipalités. Du coup, on ne peut s'empêcher de se poser quelques questions. La campagne du PS et du PCF à Paris apparaît-elle au PSU comme la campagne de combat contre la droite qu'appelle la situation ? Le slogan « Paris Quilès, Paris tendresse » est-il le meilleur drapeau pour mener cette bataille dont le PSU souligne le caractère décisif ?

Quant à « l'insuffisance des rapports unitaires » au sein de la majorité du 10 mai, comment Huguette Bouchardeau compte-t-elle y apporter remède ? C'est dans le 19^e arrondissement que le PCF a jeté des exclusives contre Henri Fiszbin qui, de ce fait, a décidé de présenter sa propre liste. C'est dans ce même arrondissement, sur la liste dirigée par Paul Laurent, que Huguette Bouchardeau est invitée à trouver place. Ceci compense-t-il cela ?

Quoi qu'il en soit, les nouveaux rapports unitaires préconisés par la direction du PSU, dans le 19^e arrondissement, auront triste mine... Reste que la gauche du PSU n'est, semble-t-il, pas prête à accepter la situation créée par le « parachutage » de sa secrétaire nationale dans le 19^e, alors qu'elle était candidate lors des dernières législatives à Saint-Etienne. Dans ces conditions, son investiture par la fédération de Paris n'apparaît pas être acquise.

F. S.

Elections aux chambres d'agriculture Pas un franc succès pour la FNSEA

LA presse de droite a entamé une danse du scalp autour des résultats des élections aux chambres d'agriculture: la majorité obtenue dans le collège « exploitants » par les organisations traditionnelles, FNSEA-CNJA, est interprétée comme un rejet du changement par les agriculteurs et l'amorce d'un renversement électoral qui précéderait celui des municipales. La réalité est un peu plus complexe.

Guillaume, dirigeant de la FNSEA, revendique, dès les premiers résultats connus, 70 % des suffrages pour l'organisation corporatiste. Le ministère ne lui en attribue que 64 %, d'où l'on peut retirer 9 %, correspondant aux fédérations départementales qui ont refusé les propositions d'alliance nationale. La majorité de Guillaume est bien réelle, mais la tendance est à l'affaiblissement. Dans les départements, le scrutin proportionnel a d'ailleurs favorisé l'apparition de listes liées à tel ou tel courant de la droite sur des bases de défense de position de force de groupes d'agriculteurs du genre « les éleveurs libres ». La droite a ainsi pu râtisser large.

Le ministère affiche sa satisfaction: la FNSEA est grignotée. Mais combien de temps faudra-t-il, à ce rythme ? La caution apportée à l'organisation corporatiste par la présence de militants PS (ou PC) dans les FDSEA a certainement joué pour brouiller les cartes, sans empêcher l'apparition et le succès de courants

de droite comme en Saône-et-Loire ou dans l'Hérault, voire carrément poujadistes comme en Dordogne.

Les courants liés au mouvement ouvrier se sont donc présentés désunis devant les électeurs (1 800 000 dans ce collège).

Dans le détail des départements, et surtout des cantons, les disparités sont considérables et témoignent parfois de l'enracinement de courants récents. Au plan national, le MODEF connaît le même type d'érosion que la CGT, la CNSTP (syndicats des travailleurs paysans) confirme sa représentativité sans encore recueillir les fruits de son développement géographique. La FNSEA (Fédération nationale des syndicats paysans) a des résultats honorables vu son retard: elle bénéficie à l'évidence de ses liens avec le PS. De ce fait, les trois organisations liées au mouvement ouvrier se retrouvent sensiblement à égalité.

Sans pouvoir tenir compte de ceux qui sont restés dans la FNSEA, les trois organisations — MODEF, FNSEA, CNSTP — totalisent 23,3 % de voix. Ce chiffre est loin d'être négligeable, il donne une idée de ce qu'un accord unitaire aurait rendu possible. Ce seul fait, radicalement nouveau dans le secteur agricole, donne une limite aux cris de victoire de la droite.

Nous reviendrons sur l'analyse plus détaillée des résultats la semaine prochaine.

CHARONNE



Quand la droite gouvernait: Charonne, 8 février 1962, six morts écrasés par les flics contre les grilles du métro... Octobre 1961, ils avaient fait des centaines de morts, Algériens en lutte contre la sale guerre. De Gaulle, Debré, Frey, Papon... vous connaissez.

Contre l'austérité-bis, la parole aux travailleurs

Des dizaines de meeting, une centaine de listes

CHIRAC, en avouant ses intentions anti-ouvrières, avait créé un salubre réflexe antidroite, la semaine passée. En quelques phrases sur le perron de l'Élysée, le 31 janvier, Maire, au nom de Mitterrand, vient de liquider l'effet anti-Chirac. Le leader syndical révèle un plan d'austérité nouveau. En ligne de mire, la fiscalisation des allocations familiales, auparavant à la seule charge des patrons, la mise en cause de la Sécurité sociale, et les salaires, attaqués par un relèvement des tarifs publics et gelés par un nouveau blocage. Voilà ce qu'à gauche ils nous préparent.

Cela donne une raison supplémentaire d'exister aux listes « La voix des travailleurs contre l'austérité ». Il nous fallait exprimer une sanction contre la politique d'austérité précédente. Les acquis sociaux tels que l'UNEDIC, la Sécurité sociale, étaient attaqués, comme le pouvoir d'achat et l'emploi. Maintenant, un leader syndical se fait l'écho quasi officiel d'une aggravation de cette politique. Que cherche-t-il ? Certainement pas à créer un élan contre la droite, car il lui donne un argument supplémentaire.

POUR nous, plus que jamais, le titre même de nos listes, « La voix des travailleurs contre l'austérité », se justifie. Il fallait sanctionner la politique d'austérité, il faut maintenant émettre un vote dissuasif contre les intentions gouvernementales d'aggraver la politique antérieure.

Ces déclarations de Maire, non démenties par le gouvernement, viennent contredire les luttes que les OS de Renault ont gagnées. Ils ont obligé la Régie à reculer sur sa politique salariale, dont le gouvernement voulait faire un exemple. Ceux de Citroën, de Chausson et de Renault montrent ce qu'est la voie du changement, la mobilisation ouvrière. C'est, par-delà les municipales, ce que les listes LCR-LO expriment également. Pour imposer un vrai changement, celui bâti sur la satisfaction des besoins ouvriers, il faut le poids de la classe ouvrière mobilisée pour ses revendications. Cette mobilisation a effrayé Mauroy et Defferre, qui contre elle ont jeté l'anathème quasi raciste du complot islamique iranien.

SEULE la droite peut tirer profit d'un plan d'austérité, d'un gouvernement qui unit sa voix à l'unisson d'une campagne anti-immigrés. Le PS et le PC prétendent-ils encore qu'on empêchera le retour de Chirac, Barre ou Giscard par cette politique-là ? Si le PS et le PC gagnaient ces élections, ils en tireraient argument pour dire que le suffrage universel a approuvé leur politique de « rigueur » et ils l'accrocheraient de plus belle. S'ils perdent au profit de la droite ce scrutin municipal, ils feront comme au lendemain de leur échec aux cantonales. Ils recevront Gattaz dès le lendemain pour l'amadouer avec des somptueux cadeaux et, pourquoi pas, pratiqueraient une ouverture à droite, au sein du gouvernement.

Du succès de nos listes, des suffrages obtenus, dépend la force d'un courant qui refuse toute compromission avec les patrons et avec la droite. Un courant ouvrier qui veut une politique fondée sur les seuls besoins des travailleurs. Ces voix des travailleurs contre l'austérité, nous les retrouverons dans les luttes de demain, pour la défense des acquis sociaux, contre les attaques patronales et les mesures d'austérité gouvernementales.

Ce courant national, autour des listes LCR-LO, il nous faut le bâtir, en particulier au travers de ces élections, pour qu'il s'exprime demain avec plus de puissance encore.

Jean Lantier

Viennent de paraître : deux brochures qui présentent la LCR dans la bataille des municipales.



• En vente auprès des militants (5 F chacune), à la librairie la Brèche (9, rue de Tunis, Paris 13^e, métro Nation). Commandes à la PEC (2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil).

DREUX : contre l'extrême droite et la misère

DREUX, trente-six mille habitants, connaît un chômage massif, des quartiers à forte proportion de travailleurs immigrés (20 %). Un racisme vivace : 12 % de voix au Front national aux cantonales. On peut parler sans exagération de « poches de misère » dans la cité Beauceronne.

À droite, RPR et Front national se retrouvent au coude à coude pour mener une campagne contre les travailleurs immigrés et la municipalité de gauche. Une partie de la bourgeoisie locale, l'appareil UDF, a décidé de présenter une deuxième liste d'opposition refusant de « s'acoquiner », dans la liste RPR, « avec des gens qui font de la politique en treillis avec des matraques ».

La LCR présente une liste en commun avec Lutte ouvrière. La section locale de la Ligue a une vieille tradition et une implantation solide dans l'agglomération. Dans le public (SNCF, hôpital), comme dans le privé (métallurgie, etc.). Le camarade Barbin, longtempes secrétaire de l'UL CGT, était un de ses militants les plus connus. Son décès brutal fut durement ressenti par ses camarades.

RPR ET FRONT NATIONAL

« Les immigrés sont bien accueillis par la municipalité actuelle. Ce ne sera pas le cas si la municipalité change », se vante Stirbois, secrétaire générale du Front national, deuxième tête sur la liste « RPR-FN ».

« Immigrés d'au-delà de la Méditerranée, retournez dans vos gorbis », bavait-il aux assises du Front national à Nice, en octobre dernier.

À Dreux, le RPR compose ses listes avec des fascistes pour prendre la mairie d'assaut.

« Il y a énormément de gens qui ont chez eux un portrait d'Hitler, et qui se sentent nationaux-socialistes. Il en y en a d'ailleurs beaucoup qui militent au RPR », déclarait Fredrikson, ancien chef de la FANE, dans son interview au Quotidien de Paris du 31 janvier 1983...

Ces gens-là sont parfaitement responsables de leurs actes et écrits. A chacun d'en tirer les conclusions qui s'imposent.

Le meeting de campagne municipale pour soutenir la liste a été le plus important jamais réalisé à Dreux : quatre-vingts

personnes dans la salle. Une assistance qui reflétait la situation que traversent bien des travailleurs drouais aujourd'hui, dont nombre de travailleurs immigrés, turcs en particulier.

Après l'intervention d'Alain Krivine, le débat portait aussi sur la misère. « J'ai cinq enfants, je suis au chômage pour la première fois de ma vie, et j'en ai presque honte. Comment cela est-il possible, en 1983, sous un gouvernement de gauche. Je ne demande qu'à travailler. Je touche 2 500 francs par mois », expliquait un participant, faisant ensuite le détail de ses dépenses élémentaires pour montrer qu'en fin de compte, il ne lui restait plus rien.

« C'est vrai, le chômage est insupportable, mais nous ne devrions pas avoir comme seul but dans la vie celui de travailler », répondait un autre participant, ouvrant la discussion sur la diminution du temps de travail, les 35 heures et la possibilité d'une réduction encore plus importante dans un pays où le pouvoir serait aux mains des travailleurs (les 20 heures ?).

Des travailleurs sociaux présents au meeting témoignèrent sur les zones de misère qui existent dans les quartiers de la ville.

Une camarade de Lutte ouvrière apporta la contribution de son organisation au meeting. Elle expliqua qu'au vu de la situation spécifique à Dreux, de la menace d'une liste de fascistes sur la municipalité avec les conséquences qui pourraient s'ensuivre pour les travailleurs immigrés, il y avait là une exception aux consignes de vote données par son organisation, et qu'il fallait tout faire pour battre la droite.

La presse locale a donné un large écho au meeting et à la liste. Un constat de ce début de campagne se vérifie. Dans les petites villes, la campagne municipale est partie, anime la vie politique locale.

Battre les fascistes et leurs menaces racistes, défaire le chômage et la misère en s'attaquant réellement à leurs causes, ce que ne fait pas la majorité issue du 10 mai, sont deux tâches indissociables à Dreux. Ce sont ces propositions que fera la liste LCR-LO.

M. M.

REIMS : une liste qui donne des ailes

LA constitution des listes municipales est significative de l'écho des propositions de la LCR, de l'impact positif de l'accord réalisé avec Lutte ouvrière auprès de tous ceux qui aujourd'hui « veulent agir ».

C'est souvent en nombre respectable que des sympathisants de la LCR, ou plus simplement des collègues de travail qui partagent nos préoccupations politiques aujourd'hui, s'associent aux militants pour composer les listes. Nous parlons la semaine dernière d'Alençon, l'expérience est aussi réussie à Reims.

Les camarades de la section rémoise ont commencé dès l'automne 1982 la bataille pour présenter une liste aux municipales. La municipalité de gauche va au combat en deux listes, PS, PC. Pour le moment, une liste de droite unique se présente. Les militants LCR — ils sont encore peu nombreux sur la ville — tenaient à faire entendre leur voix. Il leur fallait 59 noms, l'accord réalisé depuis avec Lutte ouvrière a permis de constituer dès aujourd'hui la liste intégrale : 45 camarades proposés par la LCR, 16 par LO.

C'est une liste ouvrière. Dix métallurgistes (OS), dix travailleurs de la fonction publique (SNCF, PTT, INSEE), dix travailleurs de la santé (infirmiers, éducateurs), des enseignants, instituteurs et profs, des chômeurs, femme de ménage, routier...

Des sympathisants, bien sûr, mais



aussi des camarades qui, après discussion, dans les entreprises et bureaux où intervient la LCR, ont fait le choix de « prendre parti » dans le débat politique, en s'inscrivant sur la liste. Un camarade métallurgiste, récemment adhérent de la Ligue, a convaincu ainsi trois de ses camarades, métallurgistes comme lui.

La campagne est animée par des comités unitaires de liste, pour associer tous ceux qui y sont prêts aux débats, à l'activité militante qui s'intensifie au fil des semaines.

Vendredi 4 mars
à la veille du 1^{er} tour
GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE

Ligue communiste révolutionnaire

« Lutte ouvrière

avec

Arlette Laguiller
et **Alain Krivine**

20 heures
Square de Choisy

Sous chapiteau

Métro Place d'Italie ou Tolbiac à 300 m de la place d'Italie par l'avenue de Choisy

MARTINIQUE AUSSI ACCORD UNITAIRE

« Pour une Martinique libre sans oppression ni exploitation », c'est le titre de l'accord unitaire conclu pour les élections régionales du 23 février entre nos camarades du Groupe révolutionnaire socialiste et Combat ouvrier (organisation liée à Lutte ouvrière), associant dans la liste qu'ils présentent d'autres militants anticolonialistes, féministes, jeunes... Une liste ouvrière, dix-neuf ouvriers ou employés (maçons, agents techniques, infirmiers), deux ouvriers agricoles, dix enseignants, des éducateurs, etc., onze femmes (27 %), une moyenne d'âge de trente-trois ans.

L'accord conclu ne supprime pas les divergences qui demeurent entre les deux organisations, l'appréciation des différences entre gouvernement de droite et gouvernement de gauche, par exemple, identiques

aux divergences entre LO et la LCR en France.

Mais, expliquent les camarades du GRS, « ils se placent avec nous dans le camp de ceux qui luttent, ceux qui veulent aller de l'avant, et non aller à la soupe, ceux qui misent sur l'irruption tôt ou tard des masses antillaises sur la scène de leur propre histoire ».

« En votant pour la liste unitaire (...) vous exprimerez résolument votre refus du retour de la droite, vous élirez des représentants opposés à toutes compromissions politiciennes, vous donnerez un avertissement sérieux à ceux qui, avec les suffrages des travailleurs, mènent une politique contraire aux intérêts des peuples colonisés, comme d'ailleurs à ceux des travailleurs français », concluent ensemble les signataires de l'accord unitaire.

• 250 étudiants au meeting de la faculté de Tolbiac, 120 personnes à Orléans, 170 à Brest, 160 à Tours... il y a du monde dans ces réunions.

À Poitiers, mardi 2, ils étaient 120, le meeting était annoncé par d'énormes banderoles en papier sur les murs de la ville. La tête de la liste LCR-LO-JCR est un militant

syndical de l'hôpital connu de la ville. De nombreux militants ouvriers, des membres du PS et du PC étaient présents dans la salle. De nombreux jeunes aussi, amenés par les JCR. C'est le plus gros meeting jamais fait sur la ville. 1250 F de souscription à la sortie, et un comité de soutien qui se renforce.

BREST LISTE UNITAIRE Interview des camarades de la section du PSU

1) Quelles sont les raisons profondes qui vous ont poussés à faire liste commune avec la LCR ?

Nous sommes d'accord avec la critique de la politique gouvernementale sous de nombreux aspects (notamment social et économique), parce qu'elle ne remet pas fondamentalement en cause le système capitaliste.

Depuis longtemps, nous avons à Brest de nombreux contacts avec la LCR, dans des débats, mais surtout dans les luttes (armée, nucléaire, marée noire, école, IVG, Pologne, Liban, Turquie, etc.); alors que les rapports sont pratiquement nuls avec le PS et le PC.

Il y a aussi le risque d'une victoire de la droite à Brest par l'abstention des électeurs de gauche déçus (voir élections partielles).

2) Les problèmes que vous avez avec la direction politique du PSU sont-ils maintenant réglés ?

Il faut éviter tout malentendu : nous considérons cet accord local justifié par les conditions existant à Brest ; en aucun cas nous ne le citons exemple : les autres sections de PSU sont capables de prendre leur décision elles-mêmes.

Nous faisons partie du PSU-Bretonne, fédération de minorité nationale, disposant d'une certaine autonomie dans le parti. Le PSU-B a été tenu au courant régulièrement des négociations engagées à Brest, et a accepté cet accord au cours d'une réunion de la direction politique bretonne à Quimper, en connaissant ses conditions : c'est-à-dire qu'il ne s'agit en aucune mesure d'un alignement du PSU-B sur la LCR (ni réciproquement !).

Nous sommes en total accord politique à Brest avec l'ensemble de la fédération, et nous défendons les mêmes positions au cours

de la campagne. Nous n'accusons pas plus les autres sections d'être à la remorque du PS, du PC, de l'UDB ou des écologistes (selon les alliances conclues) qu'elles ne nous accusent d'être un sous-marin de la LCR !

La majorité de la DP du PSU hexagonal (mais aucun délégué du PSU-B, a critiqué cet accord, que nous maintenons, avec l'appui du PSU-B : le contentieux sera à régler entre ces deux instances.

3) Avez-vous l'intention de maintenir un cadre unitaire d'intervention avec la LCR au-delà des élections municipales ?

Nous n'avons pas encore d'idée établie sur la question. Nos rapports futurs avec la LCR seront évidemment fonction des conditions dans lesquelles va se passer la campagne, et de ses résultats (il est évident que si nous avons des élus, cela nécessitera des contacts réguliers).

Les discussions déjà engagées pour une plate-forme commune nous ont permis de cerner les convergences, qui sont assez importantes pour justifier l'accord, mais aussi les divergences fondamentales qui nous séparent, en particulier sur le plan de l'analyse politique. La poursuite de ces discussions ne peut être que fructueuse pour nos deux sections, surtout dans la mesure où il sera probablement nécessaire de poursuivre la lutte contre la politique d'austérité du gouvernement et l'analyse des stratégies syndicales actuelles.

Mais évidemment nous faisons partie les uns et les autres d'organisations sur le plan hexagonal (et sur le plan breton pour notre part). Cela aussi conditionne la suite des événements.

Pour la section de Brest du PSU-B Paul Trémintin

La campagne du PCI : des listes au goût bizarre

Les listes du PCI ont un goût bizarre. Elles s'intitulent « pour l'unité ouvrière ». Dans la situation actuelle, cela veut dire des listes sans représentants de la bourgeoisie, mais aussi des listes qui, clairement, proclament une indépendance totale vis-à-vis de la politique que le PS et le PC mènent au gouvernement.

Nous n'allons pas défendre Delors ! Mais tout de même, Delors est membre du PS et ses collègues au gouvernement, Mauroy, Rocard, Chevènement, sans parler de Mitterrand, sont eux aussi aux premiers postes lorsqu'il s'agit de céder aux pressions du CNPF et de prendre des mesures anti-ouvrières et de les assumer pleinement. Pourtant, l'OCI ne demande pas leurs démissions. Pire, à contre toutes les attaques sur Delors, l'OCI arrive à blanchir les autres ministres PS et PC.

Le radicalisme verbal contre Delors est un bon moyen d'éviter la critique directe sur les autres dirigeants PS... Celles du PCI présentent des critiques partielles et justes, mais se désistent pour des candidats PS qui, pour refuser tel ou tel point, ne se démarque pas sur le fond de la politique d'austérité. Ou bien s'enlissent, comme à Freneuse, dans une logique « municipaliste ».

Depuis des mois, la LCR s'adresse au PCI pour constituer des listes, avec LO, qui défendent réellement l'indépendance de classe et les revendications des travailleurs. Nos propositions restent toujours valables.

Le PCI s'adresse aux candidats PS et PCF : « Au nom de dizaines et de dizaines de milliers de travailleurs et de jeunes, nous vous demandons de prendre position :

• pour la défense de l'école laïque publique, abrogation des lois antilaïques ! Séparation de l'Eglise et de l'Etat ;

• contre le chômage : pour une loi interdisant tous les licenciements ;

• pour les revendications, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires.

« Tel est le mandat populaire sur lequel la majorité a été investie en 1981... »

L'objectif du PCI est de faire que des milliers d'élus PS et PC prennent position pour respecter « le mandat populaire ». Si tel n'est pas le cas, des listes « d'unité ouvrière » seront alors présentées.

Il est bien sûr correct d'interpeller les élus PS et PC pour leur rappeler qu'ils n'ont pas été élus pour mener une politique d'austérité et leur demander de prendre position sur les principales revendications ouvrières.

Mais, c'est le premier problème, les révolutionnaires doivent-ils soumettre la présentation de leurs listes aux réponses des élus PS et PC ? Surtout dans une situation où, depuis plusieurs mois, la majorité PS-PC n'a laissé aucune équivoque dans sa volonté de mener une politique d'austérité. Au contraire, c'est l'existence de listes révolutionnaires qui permet que s'exprime un large courant de travailleurs qui, tout en refusant le retour de la droite, dise non à la politique actuelle du gouvernement : c'est la meilleure façon de faire entendre le refus de l'austérité qui existe actuellement dans la classe ouvrière et qui peut obliger les élus du PS et du PC à tenir compte de certaines revendications.

A propos de Delors qui se présente à Clichy, le PCI explique : « Il ne servirait à rien d'aller demander à Jacques Delors de prendre le moindre engagement concernant le respect du mandat confié par le peuple à

la majorité PS-PC... Son mandat, Jacques Delors le tient directement du CNPF dont il est le fidèle serviteur. Le mandat des capitalistes, Delors le respecte scrupuleusement. Le mandat du peuple, pour être respecté par la majorité de députés PS-PC, exige que celle-ci commence par chasser Delors. »

Le radicalisme verbal contre Delors est un bon moyen d'éviter la critique directe sur les autres dirigeants PS... Au vu de cette prise de position, le PCI explique : « Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

UGA Freneuse (Yvelines), Informations ouvrières du 28 janvier titre : « vers une liste commune PS-PCF-PCI ». La plate-forme annoncée par le PCI comporte : « Défense de l'école publique et laïque... refus de toute suppression d'emplois dans les usines de la région... La municipalité de Freneuse mettrait tout en œuvre pour empêcher les licenciements... Blocages de certains loyers et des points particuliers à la commune. » Les révolutionnaires sont certes prêts à soutenir toutes mesures positives que prendrait une municipalité de gauche. Mais de là à faire des listes unitaires qui font silence sur toutes les questions politiques nationales (pas un mot par exemple sur le blocage des salaires, sur la défense des acquis comme la Sécurité sociale. On va nous répondre que c'est là des questions qui dépassent le cadre municipal... Il est pourtant évident que les choix municipaux sont étroitement liés aux choix nationaux, surtout lors des prochaines élections que l'OCI présente à juste titre comme une échéance nationale décisive.

Voyons de plus près comment l'OCI situe ses listes « d'unité ouvrière ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

« Nous retirons notre liste et appelons à voter pour P. Ricard, candidat PS à Mantes. » Une chose serait d'écrire : « Le PCI soutient ce premier pas, il s'agit d'une position en défense de l'école laïque. » Autre chose est de retirer sa liste. Car, que nous sachions, le candidat PS, P. Ricard, ne s'est pas prononcé « pour une loi interdisant tous les licenciements, pour la défense des acquis, contre le blocage des salaires ».

Antoine Artous

Pour le droit de vote aux immigrés

• Une promesse non tenue, des millions des travailleurs sans voix

LE 6 mars et le 13 mars prochains, des millions de travailleurs vont se rendre aux urnes pour les élections municipales. Trois millions d'entre eux n'iront pas. Ils ne bénéficient pas du droit de vote. Ce sont les travailleurs immigrés.

La politique qui s'appliquera à l'issue de ces élections, que ce soit dans les municipalités ou au niveau du gouvernement, s'appliquera pourtant à eux comme à tous les travailleurs. Des lois et des décisions concernant leurs droits, leurs conditions de travail et de vie seront quotidiennement votées sans qu'ils aient pu exprimer leur opinion sur le choix des élus.

Certains d'entre eux sont en France depuis des années et s'y font exploiter comme tous les travailleurs et même pire. Le patronat et la bourgeoisie ne connaissent pas les frontières quand il s'agit d'amasser du profit sur le dos de la classe ouvrière. Elle-exploite les travailleurs sur le sol français et dans les pays d'origine selon ses propres intérêts dans telle ou telle situation économique. Par contre, la « nation » et sa souveraineté « intégrité » reviennent en force dès lors qu'il s'agit d'affaiblir politiquement la classe ouvrière, de la diviser en supprimant les droits élémentaires à une partie d'entre elle.

Le droit de vote pour les immigrés est une revendication de toute la classe ouvrière.

C'est la mobilisation de tous les travailleurs, Français et immigrés, pour l'arracher qui permettra qu'un pas soit franchi pour l'égalité des droits.

Une promesse non tenue

Pourtant le droit de vote pour les immigrés aux municipales faisait partie des 110 propositions de Mitterrand dans sa campagne présidentielle.



En lutte à Chausson-Gennevilliers : des « acteurs du changement » laissés pour compte...

Revendication commune du mouvement ouvrier et des associations de l'immigration, elle est venue s'ajouter à la liste déjà longue des promesses non tenues.

Le 10 août 1981, Cheysson, ministre des Relations extérieures, déclarait lors de son voyage en Algérie : « Le gouvernement français songe très sérieusement à donner le droit de vote (aux immigrés) aux élections municipales (...). Leur participation aux élections municipales (...) de 1983 aurait un impact certain sur les résultats dans les grandes villes et leurs banlieues, en particulier à Paris (...) »

Quelle imprudence dans une telle déclaration ! Dès le 12 août 1981, François Autin, secrétaire d'Etat aux Immigrés, réparait la « gaffe » qui suscitait déjà une violente polémique et une levée de boucliers de la droite : « Je considère que toute précipitation en la matière serait préjudiciable aux intérêts des immigrés et sans doute non conforme à leurs aspirations. » Et il ajoutait dès le lendemain : « J'estime que l'opinion publique n'est pas aujourd'hui pré-

parée à une telle réforme, il s'agit donc d'un objectif à très long terme. »

Pour les municipales de 1989 probablement ? En tout cas, il ne fait aucun doute que François Autin parlait au nom du gouvernement. Son point de vue est devenu réalité aujourd'hui. Le débat n'a pas eu lieu. Aucun projet de loi n'a été déposé. Le PS se cache derrière l'argumentation du gouvernement. La CFDT n'est pas hostile à un tel projet mais estime qu'il faut envisager un « long processus permettant une réelle insertion sans brûler les étapes ». La CGT et FO ont fait preuve d'une réserve prudente au moment de la polémique pour éviter le sujet depuis lors. Quant au PC, il est opposé au droit de vote des immigrés en France, estimant que les immigrés doivent participer aux élections dans leur pays d'origine : « Nous ne voulons rien faire qui puisse être de nature à précipiter un mouvement qui les détacherait de leur solidarité vis-à-vis des intérêts de leur peuple », déclarait Jean Colpin dans l'*Humanité* du 13 août 1981. Une fois de plus, le PC et le PS ont cédé

aux pressions de la droite et du patronat.

Le droit de vote aux élections locales n'est pas une mesure extraordinaire.

Un tel droit existe dans divers pays. Il est acquis depuis 1975 en Suède, depuis 1981 au Danemark. Dans deux cantons suisses (Jura et Neuchâtel), en Irlande, et en projet en Italie et en Norvège. Dans tous ces pays, l'immigration est stoppée depuis 1974. Une politique d'intégration sociale des immigrés résidents depuis plusieurs années est progressivement mise en place, complétement. Comme il ne s'agit que d'élections locales (municipales ou cantonales), l'insertion sociale est facilitée sans qu'en retour les immigrés puissent peser sur les décisions politiques centrales.

Seulement voilà ! En France, tout le monde sait très bien que les élections municipales ne sont pas véritablement des élections locales. Leur caractère politique est indéniable. Celles de 1983 ont un enjeu politique évident pour la droite et la bourgeoisie. Il n'est pas question dans ce cadre d'accepter que trois millions de voix puissent remettre en cause le résultat. Ils ne s'y sont évidemment pas trompés !

En France, le droit de vote aux municipales serait un pas franchi vers le droit de vote à toutes les élections. Et une telle mesure est inacceptable pour la bourgeoisie. Au-delà se profilerait inévitablement l'égalité de tous les droits entre Français et immigrés.

Or, l'inégalité des droits est une arme considérable contre les travailleurs. Non seulement elle affaiblit objectivement la classe ouvrière sur le plan politique, mais en plus, en institutionnalisant la « différence », elle réduit le sentiment de solidarité entre les travailleurs, d'appartenance

à une même classe, elle les divise et entretient un racisme latent jusque dans les rangs ouvriers.

Les arguments du PC et du PS contre le droit de vote ne sont pas recevables : « non conforme à leurs aspirations », dit le PS ? Il s'est bien gardé de commander un sondage parmi les travailleurs immigrés. D'autant plus que l'expérience récente des prud'homales prouve que lorsque les immigrés ont le droit de vote à des élections ils en font bon usage. Ils ont voté massivement au dernier scrutin et en énorme majorité pour les syndicats ouvriers.

« L'opinion publique n'est pas préparée ? » C'est vrai si l'on en croit les sondages dans la population française. Mais doit-on s'en arrêter là ? Cette hostilité n'est-elle pas le produit des campagnes racistes de la droite sur l'assimilation immigrés = chômage = insécurité, campagnes que le PC et le PS dénonçaient jadis ?

Pour l'égalité de tous les droits

Certes, le droit de vote ne réglerait pas tout, mais ce serait un premier pas important vers l'égalité des droits, une première entorse sérieuse aux principes de la politique d'immigration impérialiste. Une fois de plus, c'est dans cette direction de soutien aux intérêts objectifs des travailleurs que PC et PS ont refusé de s'engager.

C'est pourquoi la lutte pour l'égalité de tous les droits entre Français et immigrés concerne toute la classe ouvrière en France. Aujourd'hui, ce sont tous les travailleurs qui au cours de la campagne municipale doivent demander des comptes aux candidats du PC et du PS.

C'est de la responsabilité de toutes les organisations du mouvement ouvrier d'exiger la reconnaissance du droit de vote.

Hélène Viken

Les nationalistes corses s'expliquent

• Quatre questions à Henri Filippi, dirigeant de la CCN

Près d'un mois après que le gouvernement a décidé de répondre aux problèmes de la Corse par la répression, le FLNC vient de tenir une conférence de presse clandestine, et la Consulta des comités nationalistes (CCN, organisation légale qui défend un programme proche de celui du front) a réuni ses militants le 29 janvier.

Nous avons déjà, dans ces colonnes, précisé nos divergences avec le mouvement nationaliste, notamment à propos de son mot d'ordre central, « I Francesi Fora » (Les Français dehors !). Celui-ci ne peut, à notre avis, donner au peuple corse un clair objectif de combat, ni permettre la jonction de sa lutte avec celle des travailleurs du continent. Entendant poursuivre le débat sur les perspectives avec les militants nationalistes, nous donnons aujourd'hui la parole à la CCN, qui présentera aux prochaines élections municipales des listes à Bastia, Ajaccio, l'Ile-Rousse et Cargèse.

C.P.

• Comment analyses-tu la politique de l'Etat français depuis le 10 mai 1981 ?

— Le colonialisme est toujours le même. Les partis ont changé, mais pas les méthodes. Le statut dit « particulier » octroyé par Defferre nie en fait totalement le problème corse. Dans ce contexte, notre mot d'ordre « I Francesi Fora » — les Français dehors — prend toute sa signification.

Ce n'est pas là un nouveau slogan, comme le prétend souvent la presse coloniale. Mais dans la situation démographique qui est la nôtre (un habitant sur deux est un Corse), nous sommes obligés de lutter contre tous ceux qui, consciemment ou inconsciemment, sont les courroies de transmission du colonialisme français.

Dans les faits, nous menons deux luttes. La première au sein des en-

treprises contre les patrons corses ou français (avec les Associu, structure syndicale nationaliste); la seconde, contre le pouvoir colonial et toutes ses composantes. Pour clarifier, il s'agit d'une lutte contre la France et non contre les travailleurs français.

• Justement, comment vois-tu la jonction avec les travailleurs français ?

— Quand ils ne seront plus trompés par leurs organisations, les travailleurs français seront un allié potentiel de notre lutte de libération nationale.

• Quelle orientation développe aujourd'hui la CCN ? Quel est le sens de sa présentation dans plusieurs villes aux prochaines élections municipales ?



Dans les rues de Corte (janvier 1983)

— A notre avis, la solution au problème corse ne peut être trouvée que dans un cadre socialiste. Il ne faut pas oublier que la Corse indépendante de Pascal Paoli a donné le droit de vote aux femmes et qu'elle fut la première nation à connaître des élections démocratiques. Le socialisme est, en fait, parfaitement intégré à notre culture, grâce notamment à notre très forte expérience de la vie communautaire. Cette vision des choses nous différencie de l'Union du peuple corse (UPC) d'Edmond Simeoni, un mouvement petit-bourgeois qui ne veut pas s'engager dans la lutte contre le capitalisme. La CCN est un mouvement politique public, qui se bat pour son propre programme et qui n'est la vitrine de personne. Le FLNC est une autre composante du mouvement natio-

naliste ayant ses propres analyses et ses propres militants.

La CCN sera effectivement présente lors du scrutin de mars prochain. A la différence des élections régionales du 8 août 1982, que nous dénonçons comme un piège, les municipales ont survécu à toutes les situations politiques. Elles ne sont pas conçues pour légitimer un quelconque « statut particulier » ou des institutions mises en place pour marginaliser la lutte de libération nationale.

Il est toutefois certain que les résultats ne seront jamais que ceux d'une élection se déroulant dans un contexte colonial. Le vote des Français (fonctionnaires, médecins, enseignants, légionnaires, etc.) ou d'autres prétendant s'exprimer « au

nom du peuple corse » en seront le reflet. Mais en nous présentant, nous décuplerons nos possibilités d'expression. La dénonciation du colonialisme, dans chaque ville, dans chaque quartier ou dans chaque village n'en sera que plus exemplaire.

• Quel sera votre programme ?

— D'abord, nous nous efforçons de faire reconnaître les droits nationaux du peuple corse. Nous dénoncerons également la colonisation de peuplement en développant la revendication de la corsisation des emplois. Il est également inscrit dans notre programme la défense de la langue et de la culture corses ainsi que la défense des hommes et des femmes victimes de l'exploitation coloniale. Enfin, partout, nos candidats dénonceront la spéculation immobilière et les pratiques des clans dans la gestion des communes.

Nous ne surestimons pas les résultats possibles de ce scrutin. Nous savons par exemple qu'à Bastia, notre liste souffrira de la présence de la liste d'E. Simeoni sur laquelle on retrouvera des socialistes dissidents comme Charles Santoni. A Ajaccio, nous espérons atteindre un score supérieur à 5 %. A Sartène, dans le fief du Parti communiste, nous dénoncerons les orientations actuelles de ce parti, mais là encore, nous ne nous faisons pas trop d'illusions. Ce qui importe pour nous, c'est la possibilité de faire connaître nos positions et pas le résultat. C'est pourquoi nous avons rejeté toute alliance fondée sur des préoccupations basement électoralistes.

Requiem pour les Brigades rouges

DIX ans après avoir déclenché la lutte armée en Italie, les Brigades rouges viennent d'admettre leur échec. Le « collectif » de la prison de haute sécurité de Palmi, qui regroupe, entre autres, deux dirigeants historiques de l'organisation clandestine, Renato Curcio et Alberto Franceschini, a rendu public un texte qui indique : « La lutte armée s'est court-circuitée d'elle-même. » Et encore : « La partie entre révolution et contre-révolution ne commence et ne s'achève pas par les actions armées. C'est un affrontement plus important qui dure vingt-quatre heures sur vingt-quatre et trois cent soixante-cinq jours par an (...) Cet affrontement, nous l'avons perdu. » Déjà, le 27 décembre, les détenus de Palmi s'étaient adressés à la presse en des termes similaires : « Nous avons cru à la propagande armée et nous avons ensuite tenté de la dépasser, idéologisant tout, y compris la création d'un parti fantomatique. »

Cette autocritique sanctionne le total fiasco de la guerre privée que menaient les BR contre l'appareil d'Etat italien. Les prisons de la Péninsule ne comptent pas moins de 1 523 membres de groupes terroristes. Leurs principales figures sont toutes emprisonnées. Pour bénéficier d'importantes réductions de peine — comme la loi leur en donne la possibilité — certains brigadistes se livrent à la délation, ce qui permet à la police d'arrêter qui bon lui semble, sans la moindre preuve. Au cours des dernières années, les formations clandestines ont été traversées par de dissensions qui se sont conclues par de sordides règlements de comptes.

QUAND elles prirent l'initiative du combat armé, les BR se fixaient comme objectif d'ouvrir une phase immédiate de guerre civile. Ce qui, dans le cas d'un pays où le mouvement ouvrier jouit de possibilités légales d'expression, où la situation ne met pas à l'ordre du jour l'affrontement militaire avec l'Etat bourgeois, ne pouvait que les mener dans cette sinistre impasse. S'il a obtenu pendant une période un certain appui, notamment dans la jeunesse, le terrorisme est toujours resté extérieur à tout mouvement social. Réduisant le combat contre la bourgeoisie à la lutte de son appareil militaire contre les forces de répression, il n'a, dans la pratique, fait que freiner la préparation de la classe ouvrière à la confrontation avec les possédants. Pire, les méthodes utilisées, les exécutions sommaires, les « procès populaires » — sinistres mascarades sur lesquelles le « peuple » n'avait aucun contrôle — n'ont abouti qu'à discréditer la lutte pour le socialisme.

Une telle logique ne pouvait que produire une rapide et totale dégénérescence. Au départ, s'efforçant de marquer leur filiation avec les grandes luttes de la fin des années soixante, les BR choisirent des cibles qui se voulaient significatives. Au fil des années, les objectifs devinrent de moins en moins politiques, l'idéologie se fit plus grossière. La violence finit par devenir un but en soi. Cela ne pouvait que mener les brigadistes à franchir la frontière qui sépare en principe le terrorisme du grand banditisme. On a vu à Naples les BR et la Camorra (la Mafia locale) collaborer étroitement. Ce qui ne fut pas sans faciliter l'infiltration policière qui permit en décembre 1981, par exemple, aux carabinieri de libérer le général américain Dozier qui venait d'être enlevé. L'abandon de tout point de vue de classe est parfaitement illustré par le texte de « collectif » de Palmi, quant il appelle à « se mettre en contact avec toutes les formes de transgression sociale que peuvent revêtir les mots, les sons, les images et faire avec elles le point sur les perspectives révolutionnaires ».

SEULE la bourgeoisie pouvait tirer quelque avantage d'un processus de ce type. Elle a su utiliser chaque escalade terroriste pour faire accepter au mouvement populaire le renforcement de l'arsenal répressif. Les peines encourues par les suspects ont notablement augmenté, les perquisitions sans mandat, les écoutes téléphoniques, les détentions sans jugement ont été autorisées, la délation est devenue une méthode d'instruction judiciaire, etc.

On aurait pourtant tort de tirer un trait définitif sur le terrorisme en Italie. Car celui-ci s'est avant tout enraciné dans une crise sociale qui frappe des centaines de milliers de jeunes et les condamne à un avenir des plus précaires. L'instabilité gouvernementale permanente, le pourrissement de l'Etat, l'incapacité des partis réformistes à proposer de réelles solutions mobilisatrices ont également contribué à l'essor de ce phénomène. Aujourd'hui, alors que le gouvernement vient de lancer une brutale offensive de remise en cause des grands acquis populaires, alors que les directions syndicales ont capitulé et entériné un accord de régression sociale (voir *Rouge* du 28 janvier), qui pourrait affirmer que la révolte et le désespoir n'alimenteront pas à nouveau une violence minoritaire et sans perspective ?

Christian Picquet

• L'échec de la droite aux élections municipales du 12 décembre a ouvert une crise politique



Vers des élections anticipées au Portugal

ON le pressentait depuis le mois de décembre. C'est maintenant officiel : la crise politique au Portugal se dénouera par des élections législatives anticipées. Le président de la République, Ramalho Eanes, a annoncé, le 23 janvier, la dissolution du Parlement dès que celui-ci aura ratifié les « lois indispensables au fonctionnement de l'économie », à commencer par le budget.

C'est la dislocation de l'Alliance démocratique (AD), la coalition qui regroupe le Parti social-démocrate (PSD), le Centre démocratique et social (CDS), et le Parti populaire monarchiste (PPM), qui a provoqué cette situation. Déjà en proie aux dissensions et aux rivalités, ces formations n'ont pu surmonter leur échec aux élections municipales du 12 décembre dernier. Ce jour-là, elles reculèrent de quatre points au profit des partis socialiste et communiste qui obtinrent à eux deux 52 % des suffrages.

Une semaine plus tard, le Premier ministre, Francisco Pinto Balsemão, démissionna, suivi du chef du CDS, Freitas do Amaral. Les partis réactionnaires ne parvinrent pas à s'accorder sur le choix du nouveau chef de gouvernement. Le grand journal de droite *O Dia* constatait alors : « Ce qui paraissait être une grippe est devenu une pneumonie fatale. »

Une crise de direction

Le recours aux élections n'est que la simple traduction de la très profonde crise de direction que connaît la bourgeoisie portugaise. C'est en 1979 que l'AD accéda au pouvoir, profitant du désarroi provoqué dans la classe ouvrière par le programme de stabilisation économique du précédent gouvernement dirigé par le socialiste Mario Soares, programme qui s'était concrétisé par une politique monétaire restrictive, une dévaluation de l'Escudo et le blocage des salaires. La division acharnée entre le PSP et le PCP fut l'élément décisif qui permit à la droite de remporter les élections, bien qu'elle fut minoritaire électoralement (disposant seulement de 42 % des voix).

Le programme des partis réactionnaires tenait en trois points. D'abord, il s'agissait d'éliminer les entraves institutionnelles à leur pouvoir. C'est pourquoi ils prônaient la révision de la Constitution — dont certains articles portaient trop la marque de la « révolution de œillets » — et la dissolution du Conseil de la révolution — organisme composé de militaires qui renversèrent la dictature le 25 avril 1974 et qui possédait un droit de veto sur les décisions de la Chambre. En second lieu, ils voulaient revenir sur les principales conquêtes de 1974-1975, en démantelant le très important secteur

nationalisé et les unités collectives de production à la campagne. Enfin, ils entendaient imposer aux masses une dégradation de leurs conditions d'existence pour faire face à la crise capitaliste et pour préparer les restructurations indispensables à l'entrée du pays dans la CEE.

Dans cette offensive, la droite a marqué d'indéniables points. Le Conseil de la révolution a été supprimé, et la Loi fondamentale a été révisée. Dans l'Alentejo, région « rouge » du sud du Portugal, des centaines de milliers d'hectares ont été retirés aux coopératives et rendus aux grands propriétaires. Des institutions financières ont été créées afin de préparer la dénationalisation des banques et des compagnies d'assurance. Des projets de loi visant à restreindre le droit de grève et à faciliter les licenciements ont été déposés. Les travailleurs ont vu se détériorer massivement leur pouvoir d'achat.

Plusieurs éléments sont cependant venus rapidement gripper la machine. En 1980 (deux mois après que la droite ait de nouveau remporté les élections législatives), le général Eanes était élu à la présidence de la République avec le soutien du PS et du PC, contre le candidat de l'AD. Le général-président n'a rien d'un progressiste. Mais, à la différence de la droite, il entend intégrer étroitement les grandes organisations ouvrières à la gestion de l'austérité. Ces projets différents sont un facteur d'instabilité institutionnelle d'autant plus sérieux que le chef de l'Etat dispose de pouvoirs qui lui permettent de bloquer certains projets gouvernementaux.

La multiplication des attaques bourgeoises a de surcroît suscité dans la classe ouvrière un véritable sursaut. L'an dernier, pour la première fois depuis 1934, deux grèves générales ont paralysé le pays. Cette réaction massive a notamment entraîné une élévation de la masse salariale supérieure aux limites fixées par le pouvoir.

Mais c'est surtout son impuissance à maîtriser la crise économique qui a précipité l'usure du bloc au pouvoir. Le chômage touche 8 % de la population. L'inflation a tourné autour de 22 % en 1982. Le déficit budgétaire représente 11 % du produit intérieur brut. Celui de la balance commerciale dépasse cinq milliards de dollars. Enfin, la dette extérieure atteint onze milliards de dollars.

Redistribution des cartes

A l'approche des élections qui devraient se dérouler en avril prochain, on assiste à une recomposition générale du paysage politique. Les socialistes (32 % des suffrages aux

dernières municipales) devraient être les principaux bénéficiaires de la faillite de l'AD. Mais ce ne sera pas pour mener une politique d'unité ouvrière dans le but de satisfaire les besoins du plus grand nombre.

Depuis 1979, la direction de ce parti a maintenu en permanence une politique de collaboration avec le gouvernement réactionnaire. C'est ce qui l'a par exemple amené à voter la révision constitutionnelle. Aujourd'hui, elle se fixe pour objectif de parvenir à un accord de gouvernement avec la majorité du Parti social-démocrate. Pour cela, elle rejette toute perspective d'alliance avec le PCP et donne à la classe dominante de multiples gages de bonne volonté.

Le prochain congrès du PS, prévu en principe au mois d'avril, devrait ainsi se sanctionner par l'abandon de la référence au marxisme, de la nationalisation des grands moyens de production et affirmer plus nettement sa filiation avec les social-démocrates du Nord de l'Europe. Au-delà de l'accord de gouvernement, le leader du parti, Mario Soares, ne cache pas son intention de briguer la présidence de la République en 1985. « Nous sommes les seuls capables de promouvoir un grand consensus national », ne cesse-t-il de répéter.

La perspective d'un cabinet PSD-PSD pousse les secteurs les plus réactionnaires à regrouper leurs forces. Une aile du PSD et le CDS se préparent notamment à créer un parti social-chrétien. Quant à Ramalho Eanes, il cherche à apparaître comme un arbitre et un recours au cas où l'instabilité s'approfondirait après la prochaine consultation électorale. Il s'est, dans ce but, bien gardé à l'étape actuelle de fonder une nouvelle formation comme l'y incitaient nombre de ses partisans, se contentant de les inviter à préparer le terrain en exerçant leur influence « au sein des partis, associations et des organisations syndicales ».

A l'exception du PCP qui, pour se renforcer, développe un discours sectaire et « radical », chacune des forces en présence met un point d'honneur à expliquer aux travailleurs qu'ils ne doivent rien attendre, dans leur vie quotidienne, du verdict des urnes. Le budget, qui devrait être ratifié par le Parlement avant sa dissolution, se fixe deux priorités : la relance des exportations au détriment de la consommation intérieure et la réduction du déficit budgétaire. Ce qui implique la mise en œuvre des recettes classiques : diminution des dépenses publiques, accélération des restructurations industrielles, etc. D'ailleurs, Eanes a clairement indiqué la couleur : « Nous ne promettons pas des temps faciles ; beaucoup de travail et de sacrifices seront nécessaires. »

Christian Picquet

ETATS-UNIS

Deux ans de reaganisme

• Les pauvres encore plus pauvres, les riches encore plus riches.

LE 20 janvier 1981, Ronald Reagan accédait au bureau ovale de la Maison-Blanche, proclamant son intention de « réveiller le géant industriel endormi ». Le schéma présidentiel était simple : stimuler l'investissement privé en réduisant pratiquement les dépenses et les frais de l'Etat et en diminuant l'impôt sur les entreprises et les grosses fortunes (de 25 % en trois ans). Après deux ans de mise en œuvre de cette doctrine — baptisée « reaganomics » outre-Atlantique — on peut tirer un premier bilan.

La reprise escomptée n'est toujours pas au rendez-vous. Les experts officiels tablent sur une expansion économique inférieure à 2 % pour cette année. Comme en toute phase de récession, les orientations ultras-libérales n'incitent nullement les capitalistes à relancer les investissements productifs. Les grands trusts ne sont pas à cours d'argent et il existe d'énormes capacités de production inemployées. En l'absence de signes tangibles de relance de la demande au niveau intérieur et international, les businessmen préfèrent utiliser les aides gouvernementales pour se livrer à des opérations de caractère spéculatif, plus rentables à court terme, et pour rationaliser l'outil industriel.

Si la « reaganomics » s'est révélée impuissante à sortir le capital américain de sa crise, elle a au moins permis aux possédés d'imposer de très importants reculs à la population laborieuse.

• Le chômage touche 12 millions de personnes (10,8 % des actifs). A ce chiffre, il convient d'ajouter les 1,8 million de sans-emploi, qui ne sont pas répertoriés. L'Etat fédéral a encouragé le secteur privé à licencier : 36 000 postes de fonctionnaires ont été supprimés.

Contrairement aux discours officiels, ce niveau de chômage n'est pas susceptible d'être remis en cause par une amélioration de la conjoncture économique. Comme l'écrivait le quotidien patronal français, *les Echos*, le 10 janvier : « A longue échéance, une reprise économique ne suffirait pas dans les industries



lourdes à absorber les ouvriers mis précédemment au chômage par suite de l'installation de robots. » Comme pour corroborer ce diagnostic, l'office budgétaire du Congrès vient d'indiquer que la technologie microélectronique entraînerait la perte de trois millions d'emplois avant la fin des années 1980.

• Les grands programmes sociaux destinés aux plus défavorisés ont été massivement sabrés. Pour ne prendre que cet exemple, plus d'un million d'enfants n'ont désormais plus droit à bénéficier de repas gratuits dans les écoles et deux millions de citoyens ne reçoivent plus les tickets d'alimentation qui les aidaient à subsister. Parallèlement, Washington a réduit drastiquement ses investissements en matière de logement. Elle subventionnera dix fois moins de constructions ou de rénovation qu'au milieu de la dernière

décennie.

• Ces attaques généralisées servent, en premier lieu, à financer la croissance vertigineuse des dépenses militaires. Celles-ci atteindront 1 600 milliards de dollars à la fin du mandat présidentiel. Le Pentagone se voit aujourd'hui attribuer 29,1 % des dépenses fédérales contre seulement 23,4 % sous l'administration précédente.

Reagan persiste et signe

Entre le beurre et les canons, Reagan a choisi. Mais l'augmentation des crédits d'armement jointe aux allègements fiscaux ont creusé un trou sans précédent dans les finances publiques. Au rythme actuel, le déficit devrait atteindre 200 milliards de dollars cette année. Cela rejallit

sur la crédibilité de l'équipe au pouvoir auprès du monde des affaires. Ce dernier n'accorde plus sa confiance au gouvernement que dans la proportion de 32 % contre 54 % il y a un an.

La Maison-Blanche doit donc s'efforcer de réduire sensiblement le déséquilibre. Mais elle n'entend pas pour autant changer de cap. Dans son dernier message sur l'état de l'Union, le chef de l'exécutif a réaffirmé sa volonté de s'attaquer à « la croissance incontrôlée des dépenses intérieures » et de ne toucher ni aux crédits militaires ni aux allègements fiscaux.

Pour ramener le déficit budgétaire pour 1983-1984 un peu au-dessous des 200 milliards, Reagan a annoncé le gel du traitement des fonctionnaires, le report des augmentations dues aux retraités, la diminution de la plupart des programmes sociaux,

l'augmentation des cotisations des salariés à la Sécurité sociale. Quant aux économies décidées sur les dépenses du Pentagone (55 milliards sur les cinq prochaines années), elles ne porteront pas sur les achats de matériels mais essentiellement sur la rémunération des personnels dépendants de l'armée. Conséquence immédiate d'un tel plan : en 1984, le budget militaire progressera de 14 % tandis que les programmes sociaux diminueront de 3 %.

La complicité des chefs syndicaux

Pour réaliser ses mauvais coups, l'administration républicaine bénéficie d'un atout-maître : la passivité des directions syndicales, qui viennent d'annoncer qu'elles privilégieraient la défense de l'emploi à la progression des salaires. Elles préparent, de cette façon, leur capitulation lors des négociations pour le renouvellement des conventions collectives qui doivent se tenir au cours du premier semestre, en particulier dans la sidérurgie, l'aluminium, les téléphones, l'aérospatiale, la construction et l'industrie des tabacs. Ces dispositions conciliatrices n'ont pas échappé aux experts du Brookings Institute qui prévoient d'ores et déjà que les hausses de salaires seront limitées à 5 %.

L'AFL-CIO (13 millions de membres) entend donc accepter, comme elle l'avait fait au cours des deux dernières années, la remise en cause des avantages acquis au plan des salaires comme des conditions de travail. C'est dans l'automobile que les bureaucraties avaient déployé le plus d'énergie pour convaincre les travailleurs de faire cause commune avec leur firmes contre la concurrence internationale. Chez Ford, General Motors, Chrysler, malgré l'opposition résolue de larges couches de travailleurs, des accords entérinant la baisse du pouvoir d'achat ont été signés. Ce qui a eu des effets catastrophiques sur les autres secteurs. Depuis la dernière guerre en effet, par sa tradition de conflits durs, l'automobile joue un rôle pilote. Cela explique que dans nombre des plus grandes sociétés américaines, le business ait pu si facilement obtenir par la suite, des syndicats, d'importantes concessions salariales.

Le patronat en a retiré tous les bénéfices. General Motors pouvait annoncer 333 milliards de dollars de bénéfice dès 1981. Pour un seul trimestre de 1982, Chrysler affichait 107 milliards de profits. La revue économique *Business Week* ne cachait pas l'intention des milieux d'affaires d'exploiter les reculs ouvriers et parlait de « la première décelération des salaires depuis les réductions massives intervenues au début des années 1930, quand les syndicats n'étaient pas reconnus ».

Contrairement à ce qu'avaient promis les chefs syndicaux, ces contrats n'ont pas empêché des vagues supplémentaires de licenciements des'abattre. Chez les camionneurs et livreurs — qui avaient pourtant en majorité accepté la diminution de leurs rémunérations — le taux de chômage est passé en six mois de 20 à 30 % des effectifs.

Tout cela a permis à Reagan de mener sa politique sans se heurter à de trop forts mouvements sociaux. Il reste que la misère qui touche des millions d'Américains provoque un mécontentement populaire croissant, dont même Lane Kirkland, le président de l'AFL-CIO, est obligé de se faire l'écho : « Si nous arrivons à la conclusion que les troubles dans la rue sont le seul moyen de retenir l'attention des responsables, nous les organiserons. Et je le regretterai. »

Christian Picquet

Des millions d'Américains à la rue

IL pleut toujours sur les plus mouillés. Ce vieux dicton populaire s'applique parfaitement à l'Amérique de Reagan. C'est sur les chômeurs que semble s'acharner tout particulièrement la reaganomics. Le chef de la Maison-Blanche n'a pas hésité à réduire le programme d'assistance annexe concernant les ouvriers licenciés à cause des importations.

De même, les subventions fédérales au système de formation professionnelle, le Comprehensive Employment and Training Act, ont été supprimées tout comme l'assistance maladie dont bénéficiaient de nombreux sans-emploi. Et pour réduire le formidable déficit budgétaire, le gouvernement fédéral n'a-t-il pas été jusqu'à envisager d'imposer les allocations chômage ? Seule la très vive réaction des syndicats l'en a dissuadé.

Comment s'étonner, dans ces conditions, de la répétition quotidienne de scènes qu'on croirait tirées d'un roman de Steinbeck ? Le 17 janvier, à Milwaukee dans le Wisconsin, plus

de 10 000 personnes ont fait la queue pour répondre à une offre de 250 emplois. A Chicago, pour 1 000 emplois temporaires (palayer la neige), ce sont plus de 5 000 postulants qui se sont déplacés. En Virginie, pour un travail « normal », 1 000 candidats se sont présentés pour cinq emplois.

Dans le temple du capitalisme, on estime qu'aujourd'hui 40 à 60 millions d'individus vivent au-dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire ne disposent pas du minimum nécessaire pour vivre et s'alimenter normalement. Mais des centaines de milliers de citoyens vivent dans des conditions pires encore. Des familles entières sont démunies de tout : argent, logement, etc. Les coupes claires effectuées dans les crédits sociaux interdisent aux villes de leur apporter tout secours. L'agence américaine *Associated Press* indique ainsi que dans la seule ville de New-York, « il y a peut-être 36 000 adultes et 20 000 enfants à la rue ».

L'agence poursuit : « Cet hiver, on estime à deux millions les Américains qui dorment

sur les berges, sous les ponts et dans les services d'urgence des hôpitaux. Leur nombre n'avait jamais été aussi élevé depuis cinquante ans. Les associations de secours sont débordées. D'anciens entrepôts, des sous-sols d'église ont été aménagés pour accueillir les sans-logis la nuit (...) Mais le plus tragique est que des chômeurs parcourent le pays en tous sens, leurrés par des rumeurs incontrôlables sur des possibilités de travail. »

Ce tableau est confirmé par une assistante sociale : « Les véritables victimes sont les enfants. A Seattle, les centres ont refusé, le mois dernier, près de 2 500 personnes, dont 1 400 enfants. Vivre dans des voitures est très éprouvant pour eux. »

Le grand journal britannique *The Observer* donnait en exemple, le 9 janvier dernier, le cas d'une serveuse de restaurant licenciée, contrainte de quitter son appartement et qui se retrouva dans « un grand building désolé, une ancienne armurerie, autrefois quartier général de la garde nationale,

dans la banlieue new-yorkaise de Flushing, qui venait d'être transformé en asile de nuit pour femmes sans toit. Ellen, qui a la cinquantaine, dort dans la salle d'exercice, avec quelque 200 autres femmes. »

Les chômeurs ne font pas assez d'efforts pour trouver du travail, a coutume de dire Reagan. Trouver du travail ? Plus facile à dire qu'à faire. Le cas de cette travailleuse américaine est des plus révélateurs : « La semaine dernière, on lui avait offert un emploi qui se prolongeait dans la nuit. Elle avait dû refuser parce que si elle ne se présentait pas à l'asile tôt dans la soirée, elle perdait son lit. Elle sait qu'elle ne pourra trouver un lieu à elle tant qu'elle n'aura pas gagné assez pour payer au moins un mois de loyer d'avance. Sans un sou, désespérée, elle passe ses journées à errer dans les rues. »

The Observer conclut son enquête par cette constatation : « Les asiles de la ville peuvent prendre soin d'un sur huit de ces gens sans abri. Les autres vivent dans les rues. »

Le drame des expulsés du Nigéria

• Des dizaines de milliers de déshérités condamnés à la faim, à l'errance : au banc des accusés, l'impérialisme

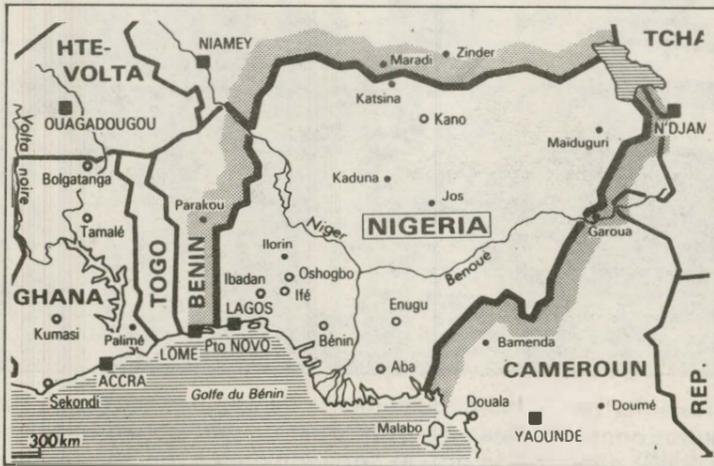
ILS étaient entre un et deux millions, Ghanéens, Tchadiens, Béninois ou Camerounais, venus au Nigéria à la recherche d'un travail impossible à trouver dans leur pays. Leur espoir, leur rêve, était de ramasser quelques miettes de la prospérité de façade du pays le plus peuplé d'Afrique, devenu depuis quelques années l'un des grands producteurs de pétrole.

Début janvier, le président nigérian, Shehu Shagari, qui se targue volontiers d'être à la tête de la « troisième démocratie au monde par la taille » (après les Etats-Unis et l'Inde) décrétait que tous ces étrangers devraient avoir quitté le pays d'ici la fin du mois. La décision avait d'abord laissé incrédule. Mais le développement d'une véritable campagne xénophobe, la multiplication des brimades envers les nouveaux indésirables et les premières mesures d'expulsions individuelles — pour l'exemple — ont convaincu les intéressés que le gouvernement de Lagos était prêt à aller jusqu'au bout.

Résultat : l'exode massif et dramatique de ces derniers jours ; des centaines de milliers de déshérités massés aux frontières de leur pays d'origine que des gouvernements effrayés hésitent à laisser rentrer. Quatre à cinq cent mille Ghanéens, par exemple, vont devenir du jour au lendemain des réfugiés dans leur propre pays dont l'économie est en ruines

et où malnutrition et disette gagnent chaque jour du terrain.

Depuis le milieu des années soixante-dix, le gouvernement nigérian avait non seulement fermé les yeux, mais encouragé cette immigration clandestine. Le pays connaissait alors un véritable boom pétrolier. Les relèvements successifs des prix du baril, l'augmentation rapide de la production étaient source de revenus croissants et considérables. En quelques années, l'or noir était devenu le premier produit d'exportation du pays, assurant 90 % des rentrées de devises. En collaboration avec les puissances impérialistes qui voyaient s'ouvrir là un nouveau marché potentiellement considérable, de grandioses « plans de développement » sont élaborés : refonte et développement du réseau de transports, création d'une industrie sidérurgique, construction d'une nouvelle capitale au centre géographique du pays, etc. Ils correspondent rarement aux besoins réels du pays et de sa population. Ainsi, l'agriculture, qui occupe toujours une majorité de la population active, est négligée : elle n'intéresse pas les investisseurs étrangers et nationaux, plus attirés par les placements à caractère spéculatif. Ce qui explique la croissance vertigineuse des importations alimentaires qui, l'an dernier, ont absorbé 20 % des devises que l'exportation du pétrole avait procurées.



Les effets de la crise économique internationale ont conduit à remettre en question tous les plans du gouvernement de Lagos. Plus que d'autres pays producteurs, le Nigéria est frappé par la baisse de la demande énergétique des économies occidentales. Il produit un pétrole d'une qualité semblable à celui extrait des puits de la mer du Nord dont la production est volontairement poussée malgré la crise pour d'évidentes raisons politiques (sécurité d'approvisionnement et économie de devises pour la Grande-Bretagne...). Les difficultés d'écoulement du brut nigérian n'en sont que plus grandes. Depuis deux ans, la production a dû

être progressivement réduite : 2,1 millions de barils par jour en janvier 1980 ; 0,9 million en janvier 1983 écoulés à un cours de 25 % inférieur.

La masse des immigrés en situation précaire qui fournissaient une main-d'œuvre docile et bon marché à l'époque du « boom » est évidemment la première victime de cette situation. Les chantiers ferment, le chômage s'étend dans les centres urbains surpeuplés. Rapidement, de larges couches de la population nigérienne sont elles-mêmes affectées. C'est dans ce contexte que le président Shehu Shagari, inquiet sur

les risques d'explosion sociale et sur l'issue des élections générales qui doivent se dérouler cette année, a décidé de recourir à une aussi vieille que misérable méthode : alimenter le chauvinisme et la xénophobie en désignant des boucs-émissaires étrangers. Qu'importe s'ils sont eux-mêmes les premières victimes de la crise !

La masse des expulsés du Nigéria est évidemment la victime des frayeurs d'une classe possédante qui s'est rapidement enrichie en accaparant les retombées de la « manne pétrolière ». Mais, au-delà, elle est victime de la crise économique mondiale dont les effets sont dévastateurs sur les économies dépendantes des pays du tiers monde. La panique de ces femmes et de ces hommes, abandonnant tout ce qu'ils ont acquis après des années d'exploitation — c'est-à-dire, en réalité, presque rien —, faisant le siège des postes frontière de leur pays pour devenir des réfugiés condamnés à la faim, n'a rien de caricatural. Elle illustre la situation de dizaines, voire de centaines de millions d'autres femmes et d'hommes que la crise condamne à la pauvreté absolue dans le tiers monde. Dans un système où, depuis plusieurs décennies, les riches deviennent plus riches et les pauvres plus pauvres, ce sont ces derniers qui sont condamnés à payer le plus lourd tribut à la crise.

Jean-Pierre Beauvais

Trois questions sur la crise de l'OPEP

• Qui a intérêt à la baisse du prix du pétrole ?

DEPUIS les années 1973-1974, le prix du baril de pétrole a été multiplié par vingt. Cette augmentation considérable des cours de la première des sources d'énergie serait l'une des causes principales de la crise économique internationale. C'est, du moins, ce que nous répètent, depuis bientôt dix ans, « experts » économiques et dirigeants politiques défenseurs de l'ordre capitaliste. De quoi n'ont-ils pas accusé ces fameux « chocs pétroliers » responsables tout à la fois de l'inflation, des balances commerciales déficitaires, du ralentissement de la production industrielle et du chômage ?

L'échec de la récente conférence de l'OPEP réunie à Vienne les 23 et 24 janvier derniers aurait dû, en toute logique, réjouir les tenants de cette thèse... si, du moins, ils y croyaient réellement. Or, les mêmes multiplient maintenant les déclarations alarmistes : une chute brutale des cours de l'or noir pourrait provoquer une véritable « catastrophe économique », disent-ils. La baisse du Dollar et de la Livre sterling, la hausse de l'or, la chute de l'indice des valeurs boursières, à New-York notamment, au lendemain de la réunion de Vienne, indiquent que c'est là une opinion largement partagée parmi les possédants. Pourquoi ?

◆ Quelles causes à la crise de l'OPEP ?

Il n'y a pas si longtemps l'on redoutait une pénurie de pétrole. Aujourd'hui, il y a surabondance, surproduction. L'effet combiné de la récession et des mesures prises pour économiser l'énergie dans de nombreux pays a conduit depuis plusieurs années à une baisse de la consommation mondiale. Depuis trois ans, cette baisse est de l'ordre



de 4 % l'an. En 1983, ce mouvement doit se poursuivre. Dans le même temps, les puissances impérialistes et leurs grandes sociétés pétrolières développaient la production de zones « hors OPEP », plus sûres politiquement, comme en Alaska et dans la mer du Nord. Résultat : la production de l'ensemble des pays membres de l'OPEP a baissé de près de 40 % depuis 1979. Cette perte de poids relative, alors que subsistait toujours la surproduction, a miné la cohésion de l'OPEP. Alors ont joué des facteurs politiques. Notamment l'antagonisme croissant entre l'Arabie Saoudite et les Emirats pétroliers, d'une part, dont les dirigeants partagent les préoccupations et les intérêts des puissances impérialistes et des pays comme l'Iran, d'autre part, avant tout préoccupés de tirer leur propre épingle du jeu dans la conjoncture actuelle.

◆ Que peut-il se passer ?

En l'état du marché et alors que

présent ces facteurs politiques, le fait que chaque pays puisse fixer ses prix et son niveau de production va nécessairement conduire à la baisse du prix du baril. Cela d'autant plus que, pour des raisons tout à fait conjoncturelles, la demande est encore affaiblie : la fin de l'hiver approche en Europe occidentale et en Amérique du Nord et, par suite de températures exceptionnellement douces, la consommation de pétrole a été encore plus faible que prévue. Le niveau des stocks est donc exceptionnellement élevé. La possibilité d'une chute brutale et incontrôlable des cours ne peut donc être exclue. Dans ce cadre nouveau, la marge de manœuvre et les possibilités d'action des alliés fidèles des puissances impérialistes — Arabie Saoudite, Emirats — sont plus réduites. L'ampleur de leurs réserves,

l'élasticité de leur niveau de production leur permettait de peser de façon déterminante dans les concertations internes à l'OPEP. Cette concertation ayant volé en éclats et la

surproduction étant plus grande que jamais, ce poids va nécessairement être réduit. La crise actuelle, les réactions et les craintes qu'elles provoquent, éclairent sous son vrai jour la fonction jouée depuis des années par l'OPEP. Depuis que sa part dans la production mondiale avait été relativisée et alors que des pays comme l'Arabie Saoudite y jouaient un rôle déterminant, les puissances impérialistes en étaient venues à la considérer comme un instrument utile de régulation. Depuis Vienne, ce n'est plus le cas.

Que redoutent-ils ?

Les grandes puissances capitalistes craignent avant tout qu'une trop forte baisse des cours du pétrole rende inévitable la faillite des pays producteurs les plus endettés. Le cas du Mexique est le plus évident. Il y a six mois, ce pays se trouvait brutalement en situation de cessation de paiement, puisque incapable de payer les intérêts d'une gigantes-

que dette extérieure de plus de quatre-vingts millions de dollars. Il a été renfloué très provisoirement par de nouveaux prêts du Front monétaire international et des grandes banques américaines et européennes. Or, 80 % des rentrées de devises du Mexique proviennent de ses exportations de pétrole. Un effondrement des cours de l'or noir rendrait la faillite du Mexique inévitable. Mais aussi celle d'autres pays comme le Nigéria ou même le Venezuela. Leurs créanciers — les banques américaines et européennes — n'y survivraient pas. Ce serait le krach international tant redouté.

Une baisse moins brutale et aux conséquences moins dramatiques signifierait la réduction ou la disparition de marchés considérables que représentent les pays producteurs... Les industries d'armement, par exemple, ne sont pas les moins intéressées au maintien des cours de l'or noir ! Sans parler des grandes multinationales pétrolières qui verraient fondre leurs fabuleux bénéfices tandis que leurs nouvelles exploitations d'Alaska ou de la mer du Nord au coût d'extraction très élevé deviendraient brutalement déficitaires...

On pourrait multiplier les exemples d'intérêts globaux ou sectoriels. Ils montrent que le capitalisme a su s'adapter pour profiter largement de l'augmentation des prix du pétrole. La crise actuelle de l'OPEP, les craintes qu'elle suscite n'en sont qu'une preuve supplémentaire. Elles sont aussi un extraordinaire révélateur : les explications la plus souvent données sur l'origine de la crise économique internationale étaient fausses et intéressées. La désignation de boucs-émissaires — les pays producteurs de pétrole — permettait de masquer le vrai responsable : le système capitaliste lui-même, ses mécanismes d'exploitation, sa logique du profit.

Jean-Pierre Beauvais

GUATEMALA



L'activité des quatre organisations regroupées au sein de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) s'intensifie. Durant le seul mois d'octobre 1982, l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Noyau de direction du Parti guatémaltèque du travail (PGT-ND) ont mis hors de combat près de cinq cents militaires, dont plusieurs officiers supérieurs. Cela au cours d'environ trois cents actions menées dans la plupart des régions du pays. Elles ont également permis de détruire de nombreux matériels militaires et de récupérer de grandes quantités d'armes et de munitions.

La dictature du général Rios Montt répond en multipliant les assassinats, les massacres, les destructions de villages et

les déplacements de population. On ne l'a pas assez dit, c'est un véritable ethnocide des populations indiennes qui est actuellement mené dans plusieurs zones du Guatemala. C'est pour rassembler preuves et témoignages et juger de cette situation que le Tribunal permanent des peuples — dont une récente session tenue à Paris était consacrée à l'Afghanistan — est actuellement réuni à Madrid. Dès que possible, nous rendrons compte de ses travaux et de ses conclusions.

L'appel récemment lancé par l'URNG — et dont nous reproduisons ci-dessous de très larges extraits — doit être entendu : la solidarité s'impose avec la lutte difficile et obstinée du peuple et des forces révolutionnaires guatémaltèques.

J.-P. B.

Non au génocide, soutien à la construction d'un nouveau Guatemala

La politique de « terre brûlée » mise en œuvre par l'armée de Rios Montt consiste en une systématisation des massacres et la destruction des habitations, des récoltes et des ressources naturelles dans les campagnes. L'objectif est d'enlever toute base sociale au mouvement révolutionnaire et de créer un syndrome de terreur. Ce type de politique entraîne un haut coût social en vies, en misère, en souffrances. Les déplacements internes et externes de population dus à la violence gouvernementale ont augmenté au point qu'il faut calculer en dizaines de milliers le nombre de paysans guatémaltèques réfugiés sur la frontière mexicaine.

On estime à cinq mille les victimes de la terreur d'Etat pour les six derniers mois. Les tribunaux militaires d'exception sont une autre méthode pour assassiner impunément la population.

Ce panorama politique est le résultat de l'application d'un plan stratégique de « contre-insurrection » destiné à défendre les intérêts économiques et politiques des Etats-Unis. Le général Wallace Nutting, commandant de la zone sud de l'armée des Etats-Unis dont le siège est à Panama, n'a-t'il pas déclaré que (...) les implications d'une révolution au Guatemala seraient plus graves que dans le reste de la région ?

L'appui militaire des Etats-Unis à l'armée guatémaltèque a augmenté au cours de l'administration Reagan. Dans le bud-



get US pour 1983, 250 000 dollars sont accordés pour l'entraînement des troupes et 3,7 millions de dollars pour l'achat de pièces détachées d'hélicoptères U-H 1 (Huey). D'autre part, 50 millions de dollars doivent financer de prétendus programmes de développement dans la partie occidentale du pays, là où la population est massacrée sans discernement. Cette aide est renforcée par des intermédiaires comme Israël, Taiwan, l'Argentine et le Chili qui, depuis les années soixante-dix servent de camouflage à l'intervention impérialiste nord-américaine au Guatemala.

Le danger d'une escalade mi-

litaire en Amérique centrale est plus que jamais une réalité.

Face à cette situation, devant les risques croissants qu'une intervention nord-américaine fait courir au futur de l'Amérique centrale, le peuple guatémaltèque mène aujourd'hui la plus grande lutte révolutionnaire de son histoire. C'est une lutte à laquelle participent ouvriers et paysans indiens et ladinos, hommes et femmes en âge de penser et de lutter ainsi que tous les secteurs patriotiques et démocratiques du Guatemala. C'est une lutte qui dure depuis vingt ans. Pour un nouveau Guatemala où seront garanties la vie et la paix, l'égalité entre indigènes et ladinos, où seront bannies l'oppression culturelle et la discrimination. Pour une nouvelle société qui permette de satisfaire les nécessités fondamentales du peuple et où, au gouvernement, seront représentés tous les secteurs patriotiques, populaires et démocratiques du pays.

Face à cette situation, l'URNG lance un appel urgent à tous les peuples du monde, aux gouvernements démocratiques et aux institutions humanitaires et religieuses pour qu'ils apportent leur appui solidaire au peuple du Guatemala qui, avec son sang et ses souffrances, lutte pour l'instauration d'un gouvernement révolutionnaire, patriotique, populaire et démocratique qui lui garantira le droit à la vie et à la paix, droits suprêmes de l'homme.

Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG)

VIENT DE PARAITRE Amérique centrale en lutte (n°8, février 1983)

Amérique centrale en lutte est publié par le Comité de solidarité avec le peuple d'El Salvador, le Collectif Guatemala et le Comité de solidarité avec le Nicaragua.

Au sommaire :

- El Salvador : régionalisation ou dialogue ?
 - Guatemala : La lutte face au génocide.
 - Nicaragua : Vivre en paix.
 - Un dossier sur « La lutte au féminin ».
- Commandes : 68, rue de Babylone 75007 Paris.



BELGIQUE Une offensive en règle contre le droit à l'avortement.

Depuis quelques mois, l'avortement en Belgique est l'objet d'une très forte répression.

Le procès qui vient de s'achever à Bruxelles malheureusement confirme cette tendance.

Le professeur Hubinon a été condamné à dix-huit mois de prison avec trois ans de sursis, pour avoir pratiqué des avortements. Deux autres médecins ont été condamnés respectivement à six et quatre mois, chaque fois avec trois ans de sursis. Ce qui signifie, selon la loi en vigueur, que s'ils continuent à pratiquer des avortements, et s'ils sont à nouveau traînés devant les tribunaux, leur peine deviendra effective.

Ces médecins ont été condamnés en vertu d'une loi datant de 1867. Depuis une dizaine d'années, cette loi n'était plus appliquée. Sous la pression des mobilisations féministes, la justice avait accepté en quelque sorte une trêve des poursuites.

Sonia Folloni



Aujourd'hui, l'exemplarité des peines distribuées montre qu'il y a changement d'attitude et que la justice ne laissera pas se développer le libre droit à l'avortement.

Pour le professeur Hubinon, enseignant à la faculté de médecine, qui a eu la peine la plus lourde, le tribunal a estimé qu'il portait la responsabilité, non seulement des avortements pratiqués dans le service de gynécologie de l'hôpital où il exerce, mais aussi de ceux pratiqués dans les centres extra-hospitaliers.

Les femmes inculpées ont eu des peines plus légères.

Le tribunal a tenu compte du fait que la législation a été modifiée dans plusieurs pays d'Europe ; qu'en Belgique même, plusieurs propositions de loi visant à légaliser l'avortement ont été introduites au Parlement. Cela, selon le tribunal, a créé une situation ambiguë qui pouvait laisser penser à ces femmes que l'avortement n'était plus condamnable. Toutefois, celles qui étaient dans des situations dramatiques, viol, mineures abandonnées, etc., ont été acquittées, celles qui ont refusé de se justifier et qui ont invoqué leur droit de décider de leur avortement ont été condamnées à deux mois.

Cela signifie clairement qu'il n'est pas question de reconnaître le libre choix des femmes dans ce domaine.

Aujourd'hui, en Belgique comme dans plusieurs pays d'Europe où des concessions avaient été arrachées sur la question de l'avortement, la bourgeoisie lance une offensive en règle contre ce droit des femmes. En Belgique, cela prend la forme de l'application, à nouveau, d'une loi qui était tombée en désuétude.

A Bruxelles, où se sont déroulés les procès, la bourgeoisie a montré qu'elle ne reculerait devant aucun des moyens dont elle dispose pour imposer sa loi. Ainsi, plusieurs perquisitions ont été effectuées dans le courant du mois de décembre, deux dans des centres extra-hospitaliers, une autre à l'hôpital universitaire flamand de Bruxelles dont le chef du service de gynécologie avait déjà été condamné.

Mais toutes les forces qui sont pour le droit à l'avortement ont d'ores et déjà montré leur détermination et leur volonté de ne pas se laisser intimider par toutes ces mesures. Ainsi, les médecins condamnés ont déclaré qu'ils continueraient à pratiquer des avortements bien qu'ils risquent la prison effective cette fois. Des mobilisations ont eu lieu à Bruxelles même, pour les soutenir, pour demander l'acquittement de tous les inculpés mais aussi pour revendiquer la dépenalisation totale de l'avortement.

C'est donc une véritable épreuve de force qui s'engage et qui aura des répercussions dans tous les pays d'Europe. Nous devons soutenir tous ceux et celles qui mènent la lutte en Belgique pour le droit à l'avortement sans restrictions.



INPRECOR

« Inprecor » numéro 142 Au sommaire :

- Salvador : Pas de temps mort dans la solidarité.
- Italie : Deux semaines de mobilisations sans précédent.
- Colombie : Après le vote sur la loi d'amnistie.
- Pologne : Le procès de Solidarnosc.

La Mort aux enchères, de R. Benton

Entre Hitchcock et Jacques Tourneur, cet exercice de style oscille entre trois pôles de référence possibles : le policier à suspense, le film d'angoisse et la parabole psychanalytique... tous ingrédients talentueusement utilisés dans le passé par le grand Alfred (*Soupeçons, la Maison du docteur Edwards, Marnie*, etc). Or, curieusement, à cette histoire qui se laisse regarder comme toute assez facilement, il manque l'ingrédient clé qui chez Hitchcock permettait toutes les alchimies : l'humour !

M. Laszlo

Le Prix du danger

Un budget de 30 000 000 francs, un parfum de scandale : le dernier Boisset vient d'arriver. On aimait bien certains de ses pavés dans la mare, on restait toujours insatisfait ; ça visait juste mais sans tellement de finesse. *Le Prix du danger*, le dernier, n'attaque rien parce que tout ancrage dans une situation connue (le juge Fayard, l'affaire Ben Barka, la guerre d'Algérie...) est ici perdu. On est dans un futur plus ou moins proche. Les définitions sociales des personnages se bornent à des traits caricaturaux : beaufs moyens, gens de télévision froids, professionnels. Le héros, celui qui veut concourir pour le prix du danger, est chômeur, frondeur le temps des épreuves de sélection : il n'a pas vraiment de conscience de classe ; il se croit simplement plus fort que les tueurs qui sont après lui. Il est temps de vous dire que le prix à gagner dans l'histoire est une coquette somme de plusieurs milliers de dollars (sommes-nous en Amérique ou à une époque où la monnaie yankee domine la planète ?) si l'on parvient à échapper aux tueurs déchaînés, partenaire de ce jeu télévisé mené par un Piccoli superstar et qui domine le film. Quand Boisset s'est débarrassé de l'opposition libérale, Andréa Ferréol qui veut faire interdire ces jeux, et de l'opposition sentimentale, une blonde propre qui tient lieu de compagne au héros, Gérard Lanvin, le spectateur se trouve dans la peau du voyeur, à moins qu'il ne se barbe, tout simplement.

Noémie Mas



Le territoire, de Raoul Ruiz

Le jeu de miroir qui s'instaure entre Wenders (*l'Etat des choses* et, film dans le film, *les Survivants*) fonctionne de manière complexe au point que plusieurs couches de la mémoire, plusieurs facettes du regard, plusieurs strates de l'imaginaire sont sollicitées. D'entrée de jeu, c'est bien d'un jeu qu'il s'agit tout au long du film, nous savons où nous sommes et l'éclairage de Wenders le confirme : dans la fiction (fiction topographique, fiction du jeu de Robinson, fiction de l'anthropophage, fiction « morale » du conte philosophique, fictions mêlées du voyage et de l'enfermement), soit dans le cinéma, ce qui va sans dire, mais aussi dans le cinoche. Le même cinoche que celui de « La dernière séance », même si la machine qui anime cette fiction-ci n'est pas exactement la même que celle qui animait ces fictions-là.

P. G.

Clémentine Tango, de Caroline Roboh

Le rejeton d'une famille de grands-bourgeois louis-philippard, disons un jeune giscardien, très agaçant mais pas réellement antipathique (!), va faire son éducation sentimentale et homo-hétéro-transsexuelle dans un cabaret de Pigalle hanté par des créatures au sexe indéterminé et une jeune fille paradoxale en ce lieu autant que pubère. Rien de graveleux, souvent une poésie attachante, parfois une esthétique et beaucoup de comédie de boulevard inspirée avec petits gags en tous genres. Caroline Roboh, jeune réalisatrice dont c'est le premier film, s'en sort plutôt bien. D'ailleurs, Jack Lang l'a félicitée.

P. G.

Subway riders, de Amos Poe

D'autres couleurs pour filmer New York (on peut penser à *Monory*), d'autres images pour montrer N. Y. (on peut penser à *Scorcese* et à *Toback*), une autre musique pour éclairer N. Y. Amos Poe, avec aussi peu de moyens qu'il a beaucoup de films en tête, fait de ce film noir, désespéré, hanté par la mort, la folie et

Antonieta, de Carlos Saura

Une journaliste enquête sur les suicides de femmes. Une Mexicaine qui s'est tirée une balle dans le cœur, en 1931, devient l'objet d'une enquête patiente menée au Mexique par interviews, extraits de films d'archives jusqu'à ce que Saura, par pans entiers, reconstitue certains épisodes de l'interminable (et interminée) révolution mexicaine à laquelle Antonieta a été mêlée de près. On aurait aimé que Saura ne fasse que ce film-là, que l'enquête accouche lentement l'histoire. Mais l'incessant va-et-vient de la journaliste vers Antonieta joue des effets d'un modernisme usé jusqu'à la corde culminant dans les rencontres fantasmées entre les deux femmes.

Piotr Gourmandisch

Cinéma

la solitude, une espèce de manifeste qui intégrerait le vide, l'absence, l'attente, la surface des choses comme les données essentielles d'un nouveau réalisme urbain et psychologique. Académisme « new look » ou vérité vraie d'une nouvelle génération de cinéastes ? Ça se saura, un de ces jours.

P. G.

Les dieux sont tombés sur la tête

Il y a deux façons de recevoir le film. Une, un peu idiote et puérile (ce fut la mienne) : l'euphorie devant cette histoire de bon sauvage, de jungle et de bagnoles macksenntiennes. L'autre, certes plus adulte, sourcilieuse, la remarque irréfutable que l'Afrique, les rapports entre Blancs et Noirs, ça relève de l'analyse politique du colonialisme, et que le reste est mystification. J'ai conscience, certes, de tout ce que ma jubilation devant ce film eût de suspect : prenez ça comme une autocritique, et allez voir le film. Vous vous marrerez bien.

P.-L. T.

J'ai épousé une ombre

D'une histoire angoissante de William Irish (qui fut le numéro un de la Série blème, ça rajeunit personne), Robin Davis a tiré une histoire mauricienne, située dans les vignobles bordelais, le genre de films que faisait Chabrol il y a quinze ans. Ça se voit sans ennui, Nathalie Baye est splendide, Bohringer épatait et Huster pas terrible. Ce n'est pas ça qui va rénover le cinéma français ; paradoxalement, le précédent Robin Davis, *la Guerre de polices*, petit polar sans prétention et bien ficelé, donnait plus d'espoir.

P.-L. T.

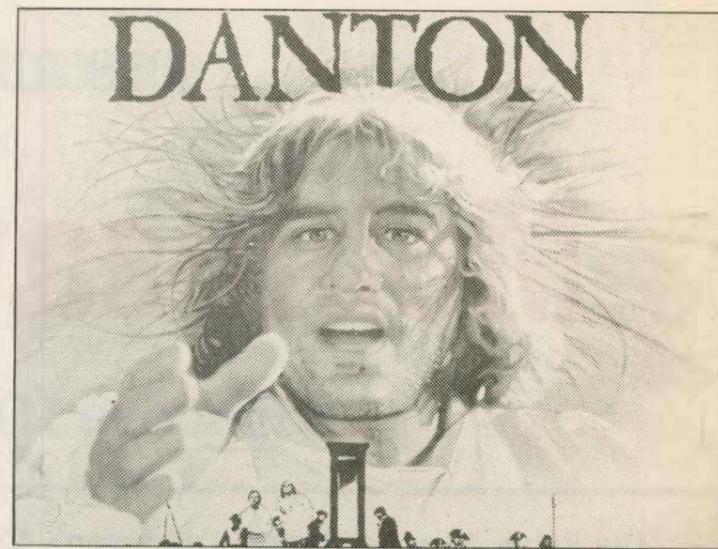
La Rivière de boue

Le Japon des années cinquante vu par ce film et les yeux des enfants tranche fortement sur les images guerrières ou érotiques auxquelles on associe normalement l'empire du Soleil levant. Un pauvre type se fait renverser par un camion. Deux enfants sur une péniche survivent tandis que leur mère, malade, vit de prostitution. Leur voisin, dont le film raconte l'initiation, initiation à la misère, à la survie en cherchant un plus faible à dominer, est le fils unique de petits aubergistes, sa vie s'écoule au fil du fleuve au fil du temps. Un film qui rend avec force la solitude de ces Japonais en marge.

Noémie Mas

La Tempête

Mazursky, le temps de quelques films, a pu nous séduire : *Next stop Greenwich Village*, *les Choses de l'amour*, c'était drôle, féroc même. Cet Américain ambitieux lorgne toujours du côté des Européens sans arriver à leur cheville. Son dernier désastre : il voulait refaire un *Jules et Jim* américain. En vain. Ce coup-ci il s'attaque à Shakespeare en ba-



A nouveau sur «Danton»

« Danton-Walesa, Jarulski-Robespierre... à lire certains papiers, ou à entendre certaines interviews, une bonne partie de la critique s'est senti, le temps de la sortie du film de Wajda, des envies de raccourci assez surprenantes... (et je laisse de côté les « ultras » qui se sont essayés à des « Danton-Mitterrand » et « Robespierre-Marchais » tout aussi surréalistes !).

Reste pourtant, autour du film, un débat, riche et diantrement intéressant, autour des rapports « révolution/pouvoir », sur lequel nous reviendrons, par le biais d'articles et d'une table ronde, dans un très prochain numéro de *Critique communiste* ; mais aussi notre appréciation des quelques libertés prises par le tandem Wajda-Carrière avec la Révolution française et certaines de ses figures...

Que le film montre bien, à la différence de tant d'autres, la formidable puissance tactique d'un Robespierre, son sens écorché du bien public et sa carrure quasi « léniniste »... d'accord ! Qu'il pointe les grandes « lacunes » de Danton, son charisme, qu'il a trop cru invincible, son insouciance confiance en lui, son rejet (tardif) d'un idéalisme appréhendé comme une ascèse... toujours d'accord... Mais que dire du Saint-Just présenté ici ! Un excité qui aboie aux basques de Robespierre ? Que dire de l'absence des « masses » (même

si, en ce début d'année 1794, les « masses » ont un peu quitté le devant de la scène révolutionnaire... ? Que dire des oublis historiques qui altèrent gravement l'explication (et donc la compréhension par le public) du rôle des Comités ? Sans explications sur la grave situation extérieure (l'Europe ligée contre la France menace toutes ses frontières du Nord-Est), et intérieure (insurrections vendéenne et dans le sud-ouest) qui a entraîné la mise en place, le 2 décembre 1793, d'un gouvernement proclamé « révolutionnaire jusqu'à la paix », qui répondait à la nécessité d'assurer le « salut public », le « salut national »...

De ces lacunes et de quelques autres (par exemple, l'exécution des amis de Danton le 4 avril 1794, pour « contrebalancer » celle des ultragauche, les hébertistes, le 24 mars...), nous reparlerons dans *Critique communiste*... mais en attendant, je ne peux que conseiller la lecture de l'excellent dossier historique et cinématographique préparé par la revue *Ciné-Critique* dans son numéro spécial de janvier consacré au film d'Andrzej Wajda (1) ; un outil indispensable pour mieux comprendre cette période.

M. Laszlo

1. Dans les kiosques, ou 14, rue de Bagnolet 75020 Paris. Le numéro 10 F.

nalisant *la Tempête* du pauvre Willy qui n'y retrouverait pas ses petits tant *l'américain way of life* les a rabotés. Caliban est devenu un pâtre grec dont le machisme et la sexualité primitive ne peuvent être conçus que par des paternalistes et puritains Américains nostalgiques des beaux temps de l'Empire. Tout est du même style : Oncle Sam au Club méditerranée.

N. M.

Reprises

Victor McLaglen en sémillant officier tsariste et Marlène Dietrich en jeune paysanne du Danube : il y a des paradoxes qui ravissent l'âme autant que l'esprit sans parler de l'oeil. *Agent X 27*, de Sternberg, a d'autres raisons de nous satisfaire, en particulier cet étrange et méticuleux travail sur les objets qui appa-

raissent tous deux fois dans le film pour, semble-t-il, le conduire à leur guise. *Providence*, d'Alain Resnais, reste en 1983 un film phare au point que l'on peut se demander ce qui s'est passé sur les écrans depuis sept ans. Imaginaire du récit, récit de l'imaginaire, Resnais met à plat les mécanismes de la création et leur double dans le « réel ». On se doutait un peu que la machine à films était sœur de la machine à rêves, maintenant on le sait. En ces temps d'invasion et d'inflation sataniques sur les écrans, il serait bon de se retremper avec *Mère Jeanne des Anges* de Kawalerowicz aux sources de diableries qui ne doivent rien à l'excès d'hémoglobine et d'images ravageuses. Le noir et blanc convient mieux à la lutte du jour et de la nuit. D'ailleurs, ces diables-là n'ont pas de cornes, ils seraient plutôt les créatures invisibles de l'hystérie, du théâtre donc.

P. G.

sur le petit écran



● Vendredi 23 h (A2), *le Fantôme de l'Opéra*, un film d'Arthur Lublin, d'après l'immortel chef-d'œuvre du roman fantastique écrit au début du siècle par Gaston Leroux.

● Dimanche 20 h 35 (TF1), *l'Horloger de Saint-Paul*, premier film d'un critique de cinéma nommé Bertrand Tavernier, qui allait se révéler avec ce film comme l'un des plus talen-

tueux réalisateurs français des années soixante-dix...

22 h 30 (FR3), *Nightfall*, adapté de l'un des plus beaux romans de David Goodis (*La nuit tombe*, en Série blème), ce film réalisé par Jacques Tourneur, l'un des grands maîtres du film noir et fantastique, est complètement inédit en France... C'est dire l'intérêt que présente son passage dans ce cycle consacré au « film noir », décidément riche en films intéressants et/ou méconnus...

● Lundi 14 h 30 (TF1), *Un drôle de paroissien*, un film d'humour noir, décapant et grinçant, réalisé par le

maître incontesté du genre : Jean-Pierre Mocky (avec Bourvil, Francis Blanc et Jean Poiret...).

22 h 10 (TF1), *les Perses*, d'après Eschyle, mis en scène par Jean Prat... un grand classique (barbant) de l'ex-ORTF avec F. Chaumette.

● Mardi 20 h 35 (TF1), rétro toute... l'an 1940 vu par Claude Santelli... ?

● Mercredi 20 h 35 (A2), *Trois morts à zéro*, deuxième partie d'une dramatique qui traînait poussivement dans son prologue, et qui décolle dans cette seconde tranche.

● Jeudi 21 h 55 (FR3), « Ciné-Passion », un nouveau titre pour une

nouvelle idée d'émission : faire présenter par quelqu'un (ici, Marie-Cristine Barrault), quelques films « coups de cœur »... Idée pas plus conne qu'une autre, surtout lorsque la série commence avec un film aussi beau que celui de ce soir, *Dites-lui que je l'aime* de Claude Miller avec G. Depardieu, Miou-Miou, Dominique Laffin, Jacques Denis et Claude Piéplu... Une histoire d'amour fou, entre *le Bleu du ciel* de Bataille et les grands romans noirs de William Irish... Splendide !

Michel Laszlo

SOUSCRIPTION: OBJECTIF 1 000 000 F

Mobilisation générale !

• **Encore 100 F par lecteur de «Rouge»**

Les listes de souscription s'allongent. C'est bon signe.

Pour autant, n'oublions pas qu'il reste beaucoup à faire pour atteindre l'objectif des 1 000 000 F. En moins d'un mois nous devons collecter 750 000 F.

C'est à l'ordre du jour de toutes les activités de la LCR.

Nos camarades font la liste de tous leurs parents et amis, sympathisants, lecteurs, qu'il faut aller voir au plus vite pour leur demander une contribution.

Pas une vente, pas une initiative n'est organisée

sans appel au soutien financier.

Dans les comités de soutien, ce point est aussi à l'ordre du jour. Certes, il faut régler toutes les questions de la campagne locale, mais l'argent c'est aussi une des conditions d'une intervention optimum. Et pour participer au financement du matériel (professions de foi, bulletins de vote, affiche), il faut en moyenne 10 000 F par liste.

Lectrices, lecteurs, si vous ne pouvez participer à la campagne locale, envoyez votre chèque directement à Montreuil.

Nice, FD 06	225	Pierre C.	20
Grenoble		Didier B.	50
Cellule Thomson, Marc	1 250	Parents militante	100
Cellule Merlin Gerin, anonyme	300	Employé PTT	100
« Contre les pointeuses dans les ateliers, pour les 35 h »	330	Michel B.	20
Cellule communaux, anonyme	50	Roselyne B.	50
Cellule enseignante Catherine C.	250	Sonia	50
	50	M.-Hélène, EN	50
Montpellier		Alès	
Jean-Etienne, Cyn Midy	1 000	Cellule Alès	1 500
Josette (CNRS), janvier	150	Alain et Suzanne	160
Anonyme	114	Cadeau de Noël, Alès	200
FR, assistant fac de droit	200	Pour la campagne LCR	
FR, enseignante	150	Pour les municipales	
Oscar, P.-Valéry	50	Ninette	100
Pascal	1 000	Madeleine	100
Jean-Etienne, Contre l'austérité	1 000	Françoise	50
		Claude	50
Toulouse		Jean-François	50
Mère de sympathisant	200	Gilbert	50
Anonyme, cellule centrale	30	Pierre, Alain, Jean Louis, Jeannot, Hélène, Jean-Pierre	
Lycéens du polyvalent, pour des listes unitaires (2 ^e envoi)	72,30	Henri, Paulette, Jacques, Colette, dix francs chacun !	100
Sympathisant enseignant	250	Fougères	
Cellule PTT	100	YB	10
Pour arrondir	7,70	DV	20
Périgueux		Alès	
Montbéliard, militant, sympathisants	300	Collecte du meeting de la LCR avec Alain Krivine	725
Bouches-du-Rhône		Le Havre	
Cellule recherche	100	Cécile et Véro	100
Cellule Nord	100	AF, sympathisante PTT	400
Cellule Nord	100	Cellule PTT	130
Section Martigues	100	Symp. ens.	150
Cellule ASSEDEC	750	ML, symp. ens.	100
Cellule SESCO, Aix	150	Creil	
Lille		Christophe, en avant les petits	10
Benoît et Martine	100	Serge, peut mieux faire	50
Paul	100	Marc, pour en être quitte avec mon quota	190
Un prof de faculté	50	Dunkerque	
Un autre prof de faculté	30	M. F. Coudekerque	100
Louis PTT	100	José, PTT, Dunkerque	100
Eric PTT Moulins	100	Claire, Dunkerque	70
Regis PTT Moulins	10	Toulouse	
Pierre, militant PS, PTT CTP	1	Une travailleuse de l'hôpital	100
Reste d'un pot au Khedive	10	Bernard	100
Jean-Pierre « pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs »	10	Travailleur RTDM	100
SNCF	100	ME, enseignante	400
Roubaix		Enseignant INSA	200
Elisabeth	150	Cellule SrvCF	210
Corinne	100	Orléans	
Gérard	340	Sécu	160
Jean-Claude	200	CTA	80
Jacques	150	CEPEM CE	200
Quimper		CHRO COA	120
St-Guénolé, un ouvrier	100	EN DR	200
Bernard, JCR Penmarch	100	SNCF	200
Travailleuse Quimper	80	Roland, pour le parti	200
Travailleur SNCF	100	Serge	50
Bernard, sympat. Penmarch	100	Pierre	70
Guy, Saint-Guénolé	100	Marie-Thé	20
Patrick, Saint-Guénolé	250	Marie, François, Philippe	100
Chambéry		Jérôme	50
Geneviève	300	Philippe	50
Anne	20	Jeannot	7
Isabelle	100	Véronique	20
G. M.	300	Bouches-du-Rhône	
Pontoise		Cellule CRAM	800
Daniel et Isabelle	70	Cellule CRAM	305
		Cellule Nord	200
		Cellule recherche	200
		Section Martigues	100
		Divers	500

Vendredi 4 mars
à la veille du 1^{er} tour

GRAND RASSEMBLEMENT UNITAIRE

organisé par la
Ligue communiste révolutionnaire
et **Lutte ouvrière**

avec
Arlette Laguiller
et **Alain Krivine**

20 heures
Square de Choisy
Sous chapiteau

Métro Place d'Italie ou Tolbiac : à 300 m de la place d'Italie par l'avenue de Choisy

Rennes		Hervé, étudiant	20
CCP	50	Alain, étudiant	12
CHR	300	Militant CFDT, préfecture Ile-et-Vilaine	100
Monnaie vente cellule enseignante	5	Un travailleur de la mairie de Rennes	100
Cellule étudiante	20	Cellule HP	100
Monnaie vente Rouge	14		
Pontoise			
Avance du comité de soutien	5 908		
Philippe T.	15		
Alain, EN	100		
Isabelle, EN	50		
Daniel, EN	10		
Nicole, EN	20		
Corinne, EN	10		
Ginette, EN	10		
Mireille, EN	44		
Isabelle PA	20		
Jean-Louis	10		
Philippe S.	200		
Jacques M.	100		
Sylvie	100		
Florence S.	100		
Martine B.	200		
Thierry T.	100		
Sylvie C.	100		
Anne-Hélène B.	100		
François R.	100		
Dominique L.	200		
Alain D.	100		
José C.	100		
Katia et Christian	200		
Argenteuil			
Isabelle, Bezons	100		
Kamel avec Inca	100		
Pol le Preux	100		
Pascale, un soir de janvier	60		
F D 75			
Sté générale Paris	100		
CIC Paris	240		
AC Assurances	50		
PDC	50		
GF	20		
AR	100		
CC	50		
FB	100		
PL	30		
Cellule ENS 19 ^e	300		
Cellule Ecole normale	200		
Djamila	500		
Ministère finances, Paris	660		
Militants et sympathisants			
Caisse épargne	1 000		
Fred et Laurence,			
Sciences po	60		
Sciences po	50		
Deux camarades de la Mutuelle complémentaire	150		
PTT RP	440		
PTT RP Bis	300		
ONIC	1 000		
Pascale, Pierre et Jean-François	800		
Un militant CGT Paribas	100		
Un militant CGT Cie Bancaire	200		
Luc	100		
Paris 2, Alain	100		
Meeting Krivine Jussieu	630		
Sud-Est	1 000		
Cellule HLM	900		
Cellule SNCF, Valérie	50		
FD 93			
Paris 8, meeting Krivine	114		
PTT Bobigny	300		
Cellule Telecom, DOTNE Bagnolet	100		
Cellule Villetaneuse	50		
FD 92			
Sabine, sympathisante LEP	200		
J. Michel, sympathisant enseignant	50		
Cellule ANPE, Célestine	50		
Cellule CNET	2 250		
Cellule EDF Issy			
WB 50,50, 20, 30			
F 50, 50, 20, 20			
José, 10, 30			

Avec un chèque, une lettre parmi d'autres

Ex-candidat du PS aux cantonales de 1979, militant à Paris du même parti jusqu'au... 10 mai ou à peu près, je suis un déçu du socialisme qui entend se défendre !

Dites, et je le dirai avec vous, que l'argent est à prendre dans :

1) les dépenses militaires de l'atlantisme guerrier scandaleux de Mitterrand ;

2) les privilèges financiers, occultes ou parfois officiels, de la nomenklatura de toute sorte, à plus de 20 000 F de revenus par mois...

Jean

Cellule CNET
Sylvette, Philippe, Thierry et Marcel, LEP Montrouge
Alain pour arrondir

95
95

FD 94

Cellule PTT Crétail
Cellule Rhône-Poulenc

500
250

FD 78

Saint-Quentin-en-Yvelines

230

Souscription reçue directement à Montreuil

Le docteur de Berlin,

« pour des actions communes LCR/LO

1 000

Folschviller, René

150

Paris, anonyme

1 000

Rosny-sous-Bois, Jean-Michel

300

Courbevoie, Eric

300

Vernon Thérèse

150

Paris 20, Jean

30

Nîmes, Alex, sympathisant de toujours

150

Vierzon, Claude

250

Cazals, Jules Fourier

120

Toulouse, Bernard

150

Dijon, Aline

500

Bernay, Jean-Guy

20

Camarade Epinal

100

Ouvrier CFDT Hacuitex,

Vosges

Auxerre, anonyme

100

Montguyon, Jean-Claude

300

Ernesto

100

Neully, Bernard

100

Besançon, Henri

50

Je souhaite m'associer à la campagne municipales

Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire

Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne

je verse F

je verserai F par mois (chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

NOM

Prénom

Profession

Adresse

.....

.....

.....

.....

Total reçu à Montreuil 4 970

Total collecté par les cellules 47 253

Total semaine 52 223

Ancien total 206 751

Total 258 974